N° 794 — 4 F
DU 14 SEPT. AU 20 SEPT. 78
NOUVELLE ÉDITION
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

TEHERAN : capitale de la douleur

RENTRÉE SOCIALE

LE TEMPS DES INCERTITUDES

flash

CREDIT PHOTO. — P. 1 : D.R. ; p. 2 : Manuel Joaquim ; p. 6 : Didier Maillac ; p. 7 : D.R. ; p. 8-9 : Didier Maillac ; p. 11 : Nogues ; p. 12-14 : Salgado ; p. 15 : D.R. ; p. 16 : Soadeh ; p. 17 : D.R. ; p. 18 : D.R. ; p. 19 : D.R. ; p. 20 : Abbas ; p. 24 : D.R.

MERLIN L'EMBETONNEUR

Dans les Pyrénées orientales, entre Port-Barcarès et Canet-Plage, il existe encore quelques kilomètres de plage « sauvages ». C'est Torreille. Il faudrait plutôt dire une plage naturelle, adossée aux dunes. Sur les dunes poussent des herbes, des fleurs, des figuiers de barbarie... On y trouve également des oiseaux rares comme les huppes. Après les dunes de sable qui font quelques centaines de mètres de largeur, il y a des champs où sont cultivés des légumes, de la vigne, etc.

Jusqu'à ces derniers temps il n'était pas possible pour les petits propriétaires de construire des maisons dans leurs champs.

Depuis deux ans, la plage de Torreilles est autorisée au naturisme. On peut donc voir sur la plage, en même temps, des gens avec maillots de bain et sans maillots. Il y a beaucoup de familles, des jeunes, des pêcheurs, et une ambiance « bon enfant » et populaire. Pas de bistrot, pas de marchand de ballons, pas de marchand de glaces, pas de haut-parleur... disons, le calme.

Mais, depuis cette année, Merlin a obtenu un permis de construire pour 470 villas, sur les dunes entre la mer et les champs cultivés. Merlin a déjà bétonné la Vendée, Noirmoutier, la Normandie ; il s'attaque maintenant aux quelques kilomètres de plage naturelle qui restent sur cette malheureuse côte languedocienne.

Alors que les petits propriétaires ne pouvaient pas construire sur leur champ, Merlin, lui, réussit à avoir une autorisation pour bétonner la dune.

Il s'agit là d'une nouvelle privatisation du domaine public, d'une nouvelle pollution par le béton. Il y avait déjà eu à deux ou trois kilomètres l'affaire du Bourdigou pour lequel le P.S.U. des Pyrénées orientales avait mené une action.

Dans cette affaire, toute la collectivité y perdra : la commune devra un jour ou l'autre assumer l'entretien du lotissement, peut-être même payer une installation d'épuration des eaux, les commerçants de Torreilles ne verront pas un client de plus car Merlin veut faire un centre commercial, enfin la plage risque un jour ou l'autre d'être interdite au naturisme si ça gêne les nouveaux habitants.

Un seul profite : Merlin l'embétonneur. Au fait à quoi ça sert un ministre de l'Environnement ? ■

CALENDRIER : LES HOMOS SE REUNISSENT

Les membres de la commission homosexuelle mixte du P.S.U. estiment urgent d'instaurer un début dans leur parti sur la question de l'homosexualité et sur les problèmes parisienne posent sa répression dans la société actuelle, enfin sur les difficultés rencontrées par de nombreux camarades, y compris d'ailleurs dans leur propre organisation. Une réunion de la commission homosexuelle mixte aura lieu le samedi 30 septembre (9, rue Borromée) 75015 Paris, à 15 h. ■

UNE INITIATIVE DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

A propos de l'emploi, les élus autogestionnaires réunis en stage cet été ont adressé à E. Maire la lettre suivante :

Cher Camarade,

Elus autogestionnaires dans des municipalités qui, comme beaucoup d'autres, sont confrontées, dans des conditions dramatiques, à la crise de l'emploi, nous avons lu avec un grand intérêt, l'interview que tu as donné au Monde le 23 août.

Les analyses, aussi bien que les objectifs que tu y définis nous paraissent correspondre à ceux que nous nous sommes efforcés de faire prévaloir dans nos villes et nos quartiers en liaison avec l'ensemble des forces populaires.

Ainsi, à Chambéry, nos camarades ont participé, avec l'ensemble des organisations populaires, syndicales et politiques, à la création d'un comité de défense de l'emploi dont la charte reconnaissait aux travailleurs et à leurs organisations syndicales l'initiative et la direction des actions à entreprendre et des modalités de luttes.

Nous regrettons cependant qu'à la suite du retrait peu compréhensible de la C.G.T., la C.F.D.T. se soit à son tour, et sans autre explication, retirée de ce comité, privant notre ville d'un puissant moyen de riposte face aux manœuvres patronales de l'été.

Afin de surmonter de telles incompréhensions, nous souhaitons, comme toi, que les « unions locales C.F.D.T. puissent faciliter un dialogue sur les priorités concernant l'emploi », **pour susciter les** « actions qui sont à mener avec d'autres associations ou partis, à partir des besoins ressentis par la population... » **en liaison notamment avec les municipalités de gauche.**

Pour notre part, à Chambéry comme ailleurs, nous souhaitons, comme toi, que de tels contacts se nouent ou se renouent dans les prochaines semaines.

Reçois, cher camarade, nos sentiments autogestionnaires.

Pour les élus réunis à l'occasion du stage d'été de la Fédération des Elus Autogestionnaires :
Jean BERARD, Conseiller municipal, Chambéry. ■

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Le Centre Populaire de Formation Socialiste (CPFS) est un centre de formation ouvert à tous travailleurs, intellectuels, étudiants, syndicalistes. Il propose des thèmes d'étude et de réflexion marxiste et autogestionnaire.

Le Centre Populaire de Formation Socialiste se voudrait forum de rencontres et de discussions, outil d'acquisition de connaissances pour une meilleure intervention dans la lutte des classes.

La prochaine session aura lieu au dernier trimestre 78, au CREFA, 78, rue de Sèvres, 75007 Paris. Les cours débuteront le mardi 10 octobre et le vendredi 13 octobre avec un cycle d'études théorique et un cycle d'études historique. Un cycle d'études économique sera organisé au premier trimestre 1979.

Cycle théorique. — Le mardi, de 19 h à 21 h.

- **marxisme et écologie :** deux séances, les 10 et 17 octobre.
- **marxisme et féminisme :** une séance, le 24 octobre.
- **marxisme et nationalité :** deux séances, les 7 et 14 novembre.
- **marxisme et politique :** deux séances, les 21 et 28 novembre.
- **marxisme et autogestion :** une séance, le 5 décembre.

Cycle historique. — Le vendredi, de 19 h à 21 h (les thèmes de chaque séance seront précisés sous peu).

L'histoire des courants de pensée socialiste en France.

Cycle économique. — Premier trimestre 1979 (programme en cours d'élaboration).

BULLETIN D'INSCRIPTION AUX DEUX PREMIERS CYCLES

Nom : .....

.....

Prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

.....

S'inscrit au cycle :
Théorie ☐ Histoire ☐

Règlement joint :
1 cycle : 70 F - 2 cycles : 120 F
C.C.P. ☐ Chèque bancaire ☐

à l'ordre de :
CPFS, C.C.P. 15 307 39 C Paris.

Désire recevoir le programme du cycle Economie ☐.

Bulletin à retourner à : Simone RUEL, CPFS, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

humeur

Et si on leur disait merde ?

LES messieurs sont rentrés. Bronzés et satisfaits, les rapières aiguisées. Confondant la France profonde avec la France creuse, fort des sondages effectués dans le Lubéron ou dans les réunions de permanents, ils s'en vont déjà répétant que la population se passionne toujours pour leur numéro.

Les troisièmes couteaux de l'été ont été priés de regagner leurs loges : place aux vedettes et aux Paganini de la petite phrase, la gauche-spectacle s'impatiente derrière le rideau, tandis que les dissidents de tous poils s'agitent comme des mouches qui ont une fois de plus raté le coche.

« *Moi, Môssieur,* dit l'Auguste, *je vais vous prouver que je suis le plus fort.* » Et il saute à pieds joints dans un énorme téléviseur qui se brise avec fracas, puis se redresse par miracle, intact. La foule applaudit, Monsieur Loyal fait claquer son fouet, ravi, tandis que le clown blanc entre à pas mesuré sur la piste, l'air excédé.

« *Môssieur, vous êtes ridicule, il faut de la douceur et du tact.* » Il s'approche des boutons, fait quelques passes magnétiques avec les mains, regarde au ciel d'un air entendu... tandis que le visage inspiré d'un pharmacien de campagne apparaît sur l'écran.

— « *Scandale* », hurle l'Auguste tandis que Monsieur Loyal se tort de rire à l'entrée des coulisses.

Nouvelles manipulations du clown blanc qui interpelle le public : « *Vous ne préférez pas l'intelligence et la diplomatie ? Vous voulez jouer avec moâ ?* »

— « *Oui* », hurle la foule, au comble de la joie tandis qu'apparaît sur l'écran le visage de Giscard auquel il tourne le dos.

D'un coup sec l'Auguste tire sur une ficelle et au moment où son compère se retourne c'est le visage de Rocard qui apparaît sur l'écran. Il se tourne à nouveau vers le public qui scande un nom et s'étonne : « *Ce n'est pas Giscard, c'est Rocard.* » Vague de rire dans la foule et coup de ficelle de l'Auguste pour faire réapparaître Giscard.

— « *C'est un scan... je veux dire c'est ridicule* », dit le clown blanc en se précipitant vers l'Auguste.

Ils se battent pour la ficelle. Puis, saisi d'une inspiration, le clown blanc se tourne vers le public.

— « *Vous voulez jouer avec moâ ?* »

— « *Oui* », se marre la foule.

Fureur de l'Auguste qui apostrophe la même foule.

— « *Vous voulez pas jouer avec moi ?* »

— « *Si, si* », se marre la foule encore plus fort tandis que Monsieur Loyal apporte un autre téléviseur.

Ils se précipitent, s'installent et crient en chœur : « *Bonjour, bonjour les petits enfants, ça va comme vous voulez ?* »... tandis que derrière leurs têtes Monsieur Loyal hisse une énorme pancarte marqué « *oui* ».

— « *Oui* », hurle la foule qui vient de comprendre la finalité du jeu et commence à balancer des légumes sur les deux compères que l'on n'arrive plus à entendre tellement ils vocifèrent en se regardant méchamment, ne tardant pas à s'asséner des coups de micros.

Les deux clowns reculent vers les coulisses poursuivis par l'avalanche des fruits et des légumes généreusement offerts par la direction tandis que l'on commence à nettoyer la piste sous les derniers quolibets.

Car voilà que se met en place le numéro suivant : un fil se tend et un gros homme au visage rond, une pile de bouquins sur la tête, marche lentement sur le fil, en s'aidant d'une énorme règle à calculer qui lui sert de balancier.

Dans la salle, l'angoisse du début fait vite place à la curiosité : tombera, tombera pas ? Tandis que la mèche du pétard allumé par Monsieur Loyal brûle lentement...

L'Auguste et le clown blanc se précipitent pour l'éteindre et l'équilibriste achève sa traversée tandis que l'orchestre tonitruant enchaîne et annonce l'entracte.

Mais la caissière compte mélancoliquement ses sous : la recette a encore baissé. Les faillites récentes l'ont prouvé, le cirque fait de moins en moins recette.

C'est grave pour les grands artistes, car ils ne peuvent pas se reconvertir. Quant aux autres, il est peut-être temps qu'ils inventent autre chose.

Le public attend.

C.M. VADROT ■

EZZEDINE N'ETAIT PAS MON FRERE...

Lecteur de **T.S.**, je me permets de vous faire quelques remarques au sujet de l'article récent intitulé « **Ezzedine notre frère** ».

Lorsque j'étais au P.S.U., Ezzedine ne fut jamais mon frère, ce sentiment était partagé par les rares camarades qui connaissaient le problème du Moyen-Orient. [...] Lors d'un meeting organisé à Lille avec la participation du P.S.U., je posais la question suivante à Ezzedine Kalak : « **Existe-t-il une nation israélienne ? Existe-t-il un peuple israélien.** » A ma question, il invita Georges Montaron, directeur de **Témoignage Chrétien**, à y répondre. A un autre moment du meeting, Ezzedine demanda à l'assistance : « **Qu'est-ce qu'un Juif ?** » (mais oui, qu'est-ce que c'est ?) je lui répondis : « **Qu'est-ce qu'un Français, qu'est-ce qu'un Palestinien ?** » Il ne me donna aucune définition. Ezzedine ne fut jamais mon frère. Begin ne fut et ne sera jamais mon frère. [...] Mes frères ce sont les peuples palestinien et israélien [...] pour qui je défends le droit à l'existence dans la paix, à savoir l'Etat d'Israël (frontières de 67) et l'Etat palestinien. Celui qui veut, à long terme, la mort d'un des deux peuples ou de l'un des deux Etats ne m'intéresse pas. C'est l'une des raisons pour lesquelles je quittais le P.S.U. en 78. Je ne choisis pas un camp totalitaire contre un autre. Je lutte (et croyez-moi c'est difficile) contre les deux camps. Le P.S.U. défend inconditionnellement l'O.L.P. (du moins l'état-major du P.S.U.) ; c'est son droit. Mon devoir était de rappeler qu'on n'avait jamais eu la possibilité de décider de la politique du parti pour le Moyen-Orient et cela malgré les congrès. Je sais, il y avait d'autres priorités. Mais comment se fait-il [...] que les sections ne déterminent en aucune manière la politique étrangère du parti (expérience vécue, 10e congrès de Strasbourg). [...] Je vous envoie les sympathies d'un ami d'Israël et de la Palestine.

Henri AMZALLAG, Lille ■

Cette lettre appelle deux précisions. D'une part, la motion adoptée par le P.S.U. lors du conseil national de Colombes de 1975 sur les problèmes internationaux reconnaissait clairement et sans ambiguïté l'existence de deux peuples, le Palestinien et l'Israélien. Les deux peuples doivent pouvoir disposer librement d'eux-mêmes, c'est-à-dire, s'ils en décident ainsi et qu'il n'existe donc pas de solution supérieure praticable, constituer chacun un Etat. Bien entendu, ceci n'empêchait pas la motion de critiquer l'Etat israélien tel qu'il est (sur les problèmes de la démocratie et de la laïcité) et sa politique impérialiste.

D'autre part le P.S.U. soutient la lutte du peuple palestinien. Il ne soutient pas inconditionnellement l'O.L.P. Il reconnaît simplement à l'O.L.P. le caractère de l'organisation représentative de la lutte des Palestiniens, pour leur droit à l'existence. Le soutien à l'O.L.P. n'est donc pas conçu comme inconditionnel (il peut être assorti de critiques, le cas échéant) et le P.S.U. se reconnaît la possibilité d'entretenir des rapports avec des groupes plus restreints, notamment ceux dont l'orientation serait de caractère socialiste.

J.-M. DEMALDENT,
Directeur politique de T.S. ■

UN BON DOSSIER

Lectrice de **Tribune Socialiste** depuis peu de temps, je dois dire avoir été agréablement surprise par le dossier sur « La faim dans le monde » dont vous venez de commencer la publication. Problème humain certes, tout le monde en convient. Mais bien au-delà, et c'est précisément le mérite de l'article de René Lanarche, il y a évidemment les multinationales agro-alimentaires et l'égoïsme des pays riches. Et plutôt que de dauber, de sermonner sur le ton très habituel de la presse d'extrême gauche sur les méfaits de l'impérialisme, sans évidemment en analyser les mécanismes, l'article, sans emphase, montre avec finesse quel système de domination préside au maintien de la faim dans les pays du tiers monde.

Christiane LEFRANC, Paris ■

FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Le n° 2 du Bulletin du Front Autogestionnaire est paru. Comme il n'est envoyé qu'aux abonnés, on joint le bulletin d'abonnement ci-dessous.

BULLETIN D'ABONNEMENT AU
« BULLETIN DE LIAISON »
DU FRONT AUTOGESTIONNAIRE

NOM : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....

Mode de règlement :
☐ Chèque bancaire
☐ C.C.P.
A l'ordre de Jean RUEL, C.C.P. 6974 36 N PARIS.
A renvoyer à :
Front Autogestionnaire - B.P. 89 75722
PARIS CEDEX 15
20 francs les 10 numéros

AUTOGESTION, SANTE, TRAVAIL SOCIAL
revue bimestrielle de la commission santé du P.S.U.
Le n° 2 vient de paraître
31, rue Decrès, 75014 PARIS
Abonnement 6 numéros : 20 F.
à l'ordre de Nady Granier,
CCP 32 113 12 La Source
AU SOMMAIRE
- Analyse du secteur social et de la loi sociale.
- Analyse de la loi d'orientation.
- Les réactions des organisations politiques et syndicales.
- Infrastructure du secteur.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession .....
Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● **Et pourtant elle tourne :** J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
● **Les Armes de la critique :** G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

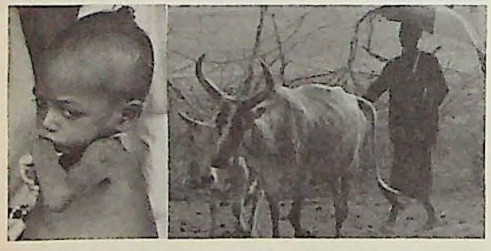
sommaire

• Où va la France ?
Leur économie et la nôtre
par **M. Mousel** ..... p. 5
Le temps des incertitudes
par **Y. Sparfel** ..... p. 6-7

Barre sonne la curée
par **V. Fay** ..... p. 8-9
Elections partielles :
entre laminoirs et mirabelliers
par **L. Saintonge** ..... p. 10

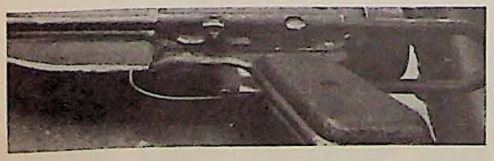
• Social
Conférence nationale Entreprise :
surmonter les divisions
par **P. Régnier** et **Y. Sparfel** .. p. 11

• Dossier
La faim dans le monde :
Nous mangeons, d'autres pas (2)
par **R. Lanarche** ..... p. 12-14



• Et pourtant elle tourne
Téhéran : capitale de la douleur
par **A. Tlemcen** ..... p. 15
Liban : les fous et les autres
par **J. Sanchez** ..... p. 16-17

• La parole à
Jean Ziegler : l'anti-impérialisme
est-il mort ?
propos recueillis
par **Ph. Mariélie** ..... p. 18-19-20



• Les armes de la critique
Livres : le bonheur en moins
par **M. Etienne** ..... p. 21
Musique : la revanche de Magma
par **B. Blanc** ..... p. 22
Disques et spectacles :
par **M. Martin** ..... p. 22
Radio :
Les provocateurs du petit matin
par **Ph. Mariélie** ..... p. 23
Exposition :
Paris-Berlin à Beaubourg .... p. 24

EDITORIAL

Leur économie et la nôtre

Par Michel MOUSEL

Le chômage ? Mais rien que de très normal. De très nécessaire. Et même, on n'a encore rien vu. D'ici décembre, les indicateurs vont sauter. Tant mieux : dégraissage oblige.

C'est à peu près sur ce ton que Barre et Ceyrac ont commenté l'évolution de l'emploi au cours des dernières semaines. Le premier est satisfait de lui, rien de nouveau ; le second est satisfait du premier, comme rarement il l'a été. Y compris quand Barre morigène les patrons irresponsables qui accordent des hausses de salaires : on est enfin gouvernés.

Et il est vrai que maintenant les choses sont claires. On n'en est plus aux pleunicheries sur ce mal inévitable qu'est le chômage. Quand une entreprise ferme, on applaudit. Quand on a promis aux autres pays européens de faire un peu de relance budgétaire, on réduit les programmes d'investissements publics. Quand, de toute évidence, l'heure pourrait être à la réduction de la durée du travail — une évidence telle que le Parti socialiste, six mois après nous, la proclame lui-même —, on affirme que ce n'est surtout pas le moment.

En revanche, multiplier les situations, les statuts, les conditions, c'est bien dans leurs préoccupations. Il y a, d'une part les travailleurs qui pourront conserver un emploi à temps complet. Et d'autre part les travailleurs (et les travailleuses) à temps partiel, les chômeurs à temps partiel, les jeunes en stage provisoire, les intérimaires, ceux qui passeront par des sociétés de services, les indemnisés à tous les taux possibles, ceux qui devront retrouver un emploi en-dessous de leur situation antérieure, ceux-qui-pourront-faire-dans-les-œuvres-sociales-à-condition-que-ce-ne-soit-pas-dans-une-administration, et un raton-laveur... pardon, les colleurs d'affiches pour J.-J. S.-S. et de la Malène. Après quoi on peut discuter avec les syndicats.

Tout cela, évidemment, pour créer la division, susciter des oppositions, et faire ainsi pression sur toute revendication. Leur conception de l'« économie » elle se résume à « des économies » pour les entreprises. Il faut,

- ou bien faire des économies sur la main-d'œuvre...
- ou bien faire des économies de main-d'œuvre... et de préférence les deux à la fois.

La nôtre est exactement à l'opposé. L'économie socialiste, c'est « économiser la main-d'œuvre » comme ils disaient dans leur langage, c'est-à-dire épargner notre travail, respecter notre droit à la vie, développer nos possibilités d'épanouissement du corps et de l'esprit, et non l'inverse. C'est-à-dire affecter « le progrès » à une diminution égale du temps et de la pénibilité du travail.

On rencontre parfois — et certains spéculent là-dessus —, une opposition entre ceux qui en ont assez de perdre leur vie à la gagner et ceux qui ne voient pas bien comment l'éviter. C'est bien là que l'on peut répondre en même temps aux uns et aux autres.

C'est dire que toutes les revendications qui portent sur les 35 heures, sur la quatrième équipe, sur la suppression du travail de nuit, sur le refus de tout investissement qui se traduit par une aggravation des conditions de travail sont au cœur de la campagne que nous allons engager sur l'emploi (1). C'est aussi en mettant en avant ces revendications que nous pouvons répondre aux préoccupations immédiates en préparant, simultanément, les bases d'une réflexion et d'un débat sur ce que doit être l'économie de la société que nous voulons construire et qui est la seule alternative à celle qu'ils sont en train de nous fabriquer.

(1) Voir article p. 11.

Rentrée sociale : Le temps des incertitudes

Les discours de la rentrée syndicale ont péché par omission

RENTREE sociale ? Cette formule recouvrait depuis quelques années plusieurs aspects : la reprise de la lutte, la dénonciation de la politique gouvernementale, la redéfinition de l'unité d'action... De 1974 à 1977, elle s'alimentait de l'espoir d'un changement politique. Elle s'appuyait presque chaque année sur une puissante mobilisation interprofessionnelle qui orchestrait quelques revendications largement partagées par l'ensemble des travailleurs : le S.M.I.C. à 2 400 F, la retraite à 60 ans et l'emploi pour tous.

Ce mois de septembre 1978 voit ce scénario bouleversé. Même si les intentions demeurent, même si, en pointillé, pouvait se dessiner une reprise classique de la mobilisation, il faut le dire : le cœur n'y est plus. La droite a, quoiqu'on en dise (49 % c'était pas mal), conservé en mars dernier la légitimité politique et les rênes d'un Etat dont elle sait se servir pour imposer ses projets aux travailleurs.

Edmond Maire : L'art des nuances.

Que cela soit vécu par les travailleurs comme une déception, rien d'étonnant. Gavés des promesses du Programme commun et de l'espoir des 51 %, ils reçoivent en cet automne la réalité économique et sociale sur la tête. Georges Séguy, dans son discours de rentrée, devant quelques 12 000 militants C.G.T., le 5 septembre, en brossait un tableau saisissant : « *Pas de prémices de redressement économique, pas de recul du chômage, pas de stabilité des prix, pas de réduction de l'inflation, pas de reflux de la crise, pas de négociations ni de politique contractuelle sérieuse* ».

DEUX jours plus tard, autre rituel discours de l'automne : celui d'Edmond Maire dans une Mutualité pleine de militants dûment invités. Le ton fut plus didactique, plus optimiste, pour une même critique de la politique gouvernementale. « *L'avenir est donc noir* », déclarait le leader de la C.F.D.T. après avoir dénoncé la restructuration capitaliste et son cortège de licenciements, l'accélération du programme nucléaire, l'absence de planification, la libération des prix, la domination des multinationales, la même volonté absurde des pays capitalistes : rentabiliser pour exporter plus.

Leur rencontre prochaine avec Boulin incite au septicisme, après un séminaire gouvernemental de Rambouillet où Giscard a paradé, où Barre a sermonné et où les plus timides suggestions ministérielles, poussant à l'ouverture sociale (une certaine réduction du temps de travail par exemple), tombèrent dans les oubliettes de l'austérité. Face à un gouvernement

LA « RÉVOLUT

Le jour même où Maurice Papon, en parfaite contradiction avec les promesses du programme de Blois, présentait un projet de budget 1979 alourdissant singulièrement le poids des impôts payables l'an prochain par les salariés, les entreprises, elles, se voyaient offrir une série supplémentaire d'avantages-cadeaux octroyés généreusement par les gérants des deniers publics.

La principale mesure est la création du fameux « Fonds spécial d'adaptation industrielle ». Mesure principale, par son ampleur : 3 milliards de francs, dont 1,5 milliard de subventions destinés aux entreprises, mais aussi parce que révélatrice de la stratégie gouvernementale et patronale. En effet, contrairement à ce qui a été écrit, ces crédits ne sont pas destinés à la sidérurgie, à l'industrie navale ou au textile. Ils entreront en jeu uniquement dans les régions touchées par les restructurations de ces secteurs, mais pour financer la création d'autres activités industrielles susceptibles de réemployer les travailleurs licenciés. En clair, ils serviront à liquider encore plus facilement les entreprises de ces secteurs jugées non rentables.

Si l'on ajoute à ces 3 milliards, l'enveloppe de 2,5 milliards de prêts à long terme à un taux avantageux, celle de 3 milliards pour les crédits à l'exportation (dont la bonification coûte plus de 30 millions par an à l'Etat), les primes pour économiser l'énergie (410 millions), les prêts participatifs du F.D.E.S. pour les investissements créateurs d'emplois (500 millions) qui représentent une quasi-subvention aux entreprises. L'ensemble de ces mesures représente un apport de près de 10 milliards de francs à un investissement industriel privé toujours apathique.

Ces 10 milliards viennent se rajouter aux diverses mesures prises en juin pour drainer l'épargne des ménages vers les « emplois productifs », et, plus clairement dit, au détriment du logement ; la plus spectaculaire est la déduction du revenu imposable de l'épargne investie en actions (jusqu'à 5 000 F) et qui fait actuellement les beaux jours de la bourse.

Ces 10 milliards se surajoutent au dispositif bien rodé et maintenant permanent des aides à l'exportation (crédits et assurances de tous ordres contre, par exemple, les risques économiques et politiques que courent les exportateurs) qui coûtent quelque 6 milliards de francs par an à l'Etat.

Il n'est pas question ici de citer l'ensemble des aides de l'Etat aux entreprises privées (il faudrait mentionner, entre autres,

ferme sur l'intention de faire payer aux travailleurs les frais de la concurrence, des erreurs, des ambitions de la bourgeoisie, que peut faire le mouvement syndical ?

La C.G.T. : « là pour ça »

● *Première réponse :* celle de la C.G.T. Au moment où le débat pour son 40e congrès l'agite quelque peu (des adhérents digèrent encore mal ce qu'ils considèrent comme un alignement sur le P.C.F.), au moment où elle se sent mal à l'aise dans la F.S.M. (Fédération syndicale mondiale), tandis que se développe un syndicalisme européen qui secoue un peu les vieilles traditions social-démocrates, la C.G.T. tente de faire front devant une situation délicate. Sa crédibilité repose toujours sur sa capacité d'action, de mobilisation. Elle est *« là pour ça »*, comme l'affirmait Georges Séguy sans toutefois, ajoutait-il aussitôt, *« dériver vers une sorte d'apolitisme stérilisant »*. Qui était visé par cette formule ? Ceux qui, selon Georges Séguy, *« ont imaginé une reconversion de stratégie dans l'espoir d'en tirer davantage de résultats significatifs qu'ils escomptaient de l'ouverture sociale de Giscard-Barre-Ceyrac »*. Faisant ainsi les gros yeux vers le *« recentrage »* décidé par le conseil national de la C.F.D.T. pour la recherche de lieux de négociation, Georges Séguy n'en concluait pas moins que l'unité d'action continuerait à être indispensable. Il a, sur ce point, été entendu puisque les deux centrales se rencontreront pour envisager ensemble une action commune d'envergure contre le chômage.

C.F.D.T. : l'art des nuances

● *Deuxième réponse :* celle de la C.F.D.T. Devant une C.G.T., qui selon les propres mots de Georges Séguy ne conclue pas *« qu'il faut inventer une autre stratégie, mais faire encore plus pour que la mobilisation populaire devienne une force matérielle irrésistible »*, Edmond Maire, lui, continue de défendre le *« recentrage »*, la *« réorganisation du combat syndical »*. Lucidité, réalisme, ont été les maîtres mots d'un discours qui appelait plus à une lutte de longue haleine qu'à des perspectives de mobilisation immédiate. L'art des nuances continue à dominer. La C.F.D.T. ne veut pas *« recoudre le voile du temple pour masquer l'étendue du désastre »* (entendez l'échec de la gauche) et insiste *« sur l'insuffisance du projet alternatif de la gauche »* (dont une composante, le P.C.F., fut l'objet d'une volée de bois vert fort applaudie, tandis que l'attentisme béat de l'horizon 81 du P.S. dénoncé avec ironie suscitait quelques « rires jaunes »). Par contre, elle ne met pas *« l'espoir au frigidaire »* et elle *« ne range pas l'autogestion au magasin des idées mortes »*. Belle formules... qui recouvrent un optimisme mesuré.

EDMOND Maire s'est en effet félicité des quelques résultats des négociations par branches de juillet, facteurs, selon lui, d'une certaine dynamique sociale et même d'un certain débloquage de la situation. Imperturbable devant les sifflets et l'incrédulité que déclencha chez certains militants cette analyse, le secrétaire général continua à réaffirmer ce qu'il faut appeler la nouvelle définition de l'action syndicale de la C.F.D.T. : obtenir des résultats, des débouchés à l'action et à la revendication. Le négativisme, devant les quelques chances de créer des brèches dans le mur patronal et d'établir un véritable tissu de négociations, fut fustigé par le secrétaire général. Il détailla même les premiers résultats d'une telle attitude : l'allongement du congé maternité ; l'avancée vers le paiement unique des retraites complémentaires ; les progrès, encore insuffisants, du nouveau projet de loi sur les prudhommes ; l'ouverture de discussions sur la loi de 1950 sur les conventions collectives ; le fait de discuter de la politique industrielle, etc.

Mais, dans ce catalogue, il n'y a — même si on y inclue les 27 accords sur 42 signés par des fédérations C.F. ➤➤

ON LIBÉRALE »

les primes de développement régional distribuées par la Délégation à l'aménagement du territoire, DATAR), mais de dire qu'elles constituent un élément déterminant d'accompagnement de la politique de redéploiement industriel en fonction de la nouvelle division internationale du travail. Politique qui, si l'on en croit le rapport sur l'adaptation du VIIe Plan, rendu public la semaine dernière, et la somme et l'objet des nouveaux crédits dégagés, va connaître un développement accéléré.

L'impression que donne la lecture de ce rapport est que l'on se trouve à un moment clé de notre histoire. La première réponse du capitalisme à la crise : les fameuses opérations de restructuration qui devaient permettre de dégager une nouvelle rentabilité apparaissent insuffisantes dans la mesure où émergent dans le monde de nouveaux « partenaires » ; notamment dans les pays en développement les plus riches qui s'industrialisent et concurrencent directement sur leur propre marché, comme sur les marchés des pays industriels, les produits de ces derniers.

Au mouvement de restructurations multisectorielles succédera donc un vaste mouvement de spécialisation de l'industrie française, qui aura pour effet dans l'immédiat d'accélérer le largage des entreprises des secteurs qui constituent un poids pour l'économie ; avec le cortège de chômeurs supplémentaires que cela entraînera, et le développement des activités jugées susceptibles de percées internationales (d'où le fonds d'adaptation industrielle). Ce mouvement nécessitera également de plus en plus le dépérissement des règles spécifiques à la France de détermination des coûts salariaux et de fixation des divers « avantages » sociaux : d'où les tentatives d'abandon du rôle social du S.M.I.C. qui ne tirera plus à la hausse les salaires minima des branches (voir l'article d'André Granou, T.S., juin 78), d'où la compression souhaitée par le patronat des charges de Sécurité sociale et de financement du chômage, d'où l'abandon de la notion de durée hebdomadaire du travail, pour y substituer celle de durée annuelle de façon à pouvoir, notamment répondre aux coups de boutoir de la demande extérieure, d'où la libération des prix... Autant d'éléments de la « révolution libérale » de Barre et de Monory, si longtemps souhaitée par le patronat.

Marc ANVERS ■

D.T. avec les patrons — pas de quoi pavoiser. Edmond Maire ne pavoise d'ailleurs pas, insistant sur les limites d'une démarche qui ne s'orienterait que vers les négociations. Pourtant, il n'y a, selon lui, pas d'autre alternative que celle qui consiste à relancer la dynamique syndicale, à redonner le goût de se battre à la classe ouvrière.

De quelques difficultés...

Car, amer constat, que ne fit pas Georges Séguy deux jours plus tôt puisqu'il parlait de combativité des travailleurs, les luttes sociales ne tiennent pas le devant de la scène comme ce fut le cas en juin. L'échec de la gauche joue, certes. Mais pour le dépasser, Edmond Maire avança quelques idées ainsi résumées : faire des travailleurs les acteurs premiers du changement et proposer des objectifs qui apportent, quotidiennement, une réponse aux besoins essentiels d'enrichissement de la qualité du travail et de la qualité de la vie et tracent les grands axes d'un autre type de développement.

Idées bien séduisantes, s'appuyant toujours sur le « *au jour le jour* » de l'action syndicale, elles suscitèrent bien des applaudissements. Ce mélange de réalité et de fiction correspond assez bien à la sensibilité des cédétistes. Ils savent que la situation est difficile et complexe, qu'il n'y a plus de « *grand soir* » à attendre, qu'il faut refaire monter la pression syndicale.

Pourtant, cela reste bien difficile à entendre, surtout quand on a mené comme en juin à Sainte-Anne, Renault, Moulinex, des luttes dans lesquelles dominait l'espoir d'être suivi. La solidarité n'a pas joué, pas plus que la volonté de certaines fédérations d'élargir, d'organiser une action plus ample.

Surmonter les divisions de la classe ouvrière, tant idéologiques, que politiques, dépasser et unifier des intérêts contradictoires devient une tâche urgente. Dans les discours de rentrée des leaders des deux centrales syndicales, cette préoccupation a manqué. Les verrous stratégiques entre la C.F.D.T. et la C.G.T. demeurent fermés. Le problème d'une plus grande confiance dans l'action syndicale reposera-t-il seulement sur la capacité des militants et responsables à bien négocier ? Ne devra-t-il pas aussi reposer sur une plus large démocratie syndicale de masse dont on ne teste la validité que dans l'action ? Autant de problèmes engendrés par la fin d'un long attentisme pré-électoral que ni Edmond Maire, ni Georges Séguy n'ont abordé franchement, et auxquels il nous faudra bien apporter des réponses.

Yves SPARFEL ■

BARRE SONNE LA CURÉE

La restructuration de l'économie française se fait sans scrupules

LA rentrée ne s'annonce pas, dans l'immédiat, très périlleuse pour les princes qui nous gouvernent. Giscard et Barre ont tort cependant de compter sur une longue période de marasme politique et social. Des signes avant-coureurs font espérer la relance de la lutte des classes.

L'unité d'action s'est réalisée dans les élections partielles quelle que fût l'attitude des appareils du P.C. et du P.S. Qu'il y ait eu ou non l'unité de candidature, les travailleurs ont voté, dès le premier tour, pour le candidat de gauche le mieux placé pour battre la réaction.

Acculée à la défensive, après la défaite de mars dernier, la classe ouvrière rassemble ses forces avant de passer à la contre-offensive. Le reniement cynique des promesses électorales par les hommes au pouvoir, et l'aggravation des conditions d'existence, poussent les travailleurs à s'engager dans l'action, à condition qu'elle soit unitaire.

La même tendance se fait jour sur le terrain social. Ce sont d'abord ceux des usines fermées, qui, n'ayant plus

rien à perdre se battent le dos au mur, pour défendre leur outil de travail. Le refus de sacrifier une partie du personnel pour sauver le reste est le plus fréquent. La solidarité joue ! C'est le cas de Terrin, de Boussac, etc. Il a fallu la pression de la municipalité de Saint-Etienne pour que les travailleurs acceptent un certain nombre de licenciements.

La résistance aux mesures gouvernementales se prépare et s'organise. Le désenchantement est quasi général. Barre renforce la police des salaires, menace les patrons trop « laxistes » de leur couper le crédit, alors qu'il libère les prix, favorise leur hausse, allant jusqu'à abolir, pour la première fois depuis 1971, la taxation du prix du pain.

Nous sommes loin du « capitalisme monopoliste d'Etat » dénoncé par le P.C. L'Etat français laisse le champ libre aux grands monopoles capitalistes privés, nationaux et multinationaux. Il se replie sur les positions traditionnelles de la défense de l'ordre et de la répression anti-ouvrière. Le néo-libéralisme giscardien dans sa version barriste, se limite à des propos lénifiants dans l'espoir de l'extension à gauche de la majorité suivis d'une hécatombe d'entreprises jugées non compétitives.

Une restructuration de l'économie française est en train de s'accomplir, sans scrupule ni pitié. Cette féroce mise en ordre économique ne ménage plus les vieilles dynasties bourgeoises. Les dépeceurs de cadavres, les chacals de l'industrie, s'engraissent sans vergogne. Sacrifiés les Beghin et les Prouvost au profit d'un Hersant; sacrifié le vieux Boussac au profit des frères Willot. Barre sonne la curée !

Les petites et moyennes entreprises voient s'amenuiser leurs crédits bancaires et leurs avantages fiscaux. Les cadres, si courtisés avant mars dernier ne sont plus ménagés. Malgré l'engagement de ne pas majorer les impôts avant 1980, leurs avantages fiscaux sont diminués et leurs impôts directs augmentent. En même temps les impôts indirects frappent de plein fouet la masse de consommateurs et usagers populaires (essence, tabac, etc.).

Faut-il s'étonner que, trahies et bafouées, les classes moyennes se tournent en partie vers le R.P.R., dont la démagogie chauvine et sociale tend à orienter vers l'extrême droite leur légitime mécontentement. Certaines attitudes, par trop nationalistes du P.C. risquent de favoriser ce courant alors que certains milieux du P.S. envisagent un rapprochement avec les giscardiens.

Barre ne se gêne plus. Il se moque de la hausse des prix et de la montée du chômage. Le seul indice qu'il retient c'est celui de la bourse des valeurs et des revenus du capital. Il croit pouvoir rétablir l'équilibre économique en laissant jouer sans entraves les lois du marché et de la concurrence.

En réalité, il substitue à l'intervention étatique celle des grands monopoles qui, loin de respecter les lois du marché, imposent leurs prix, règlent la répartition du crédit, obligent les entreprises petites et moyennes de s'incliner ou de disparaître, ne tolérant que l'artisanat local qui ne les intéresse ni dérange.

Le rassemblement des représentants des usines menacées, réuni par le P.C., a été un succès et le P.S. a eu tort de le traiter d'une simple « parade ». Il a montré que la menace est vivement ressentie par les travailleurs concernés et que le P.C. à défaut d'une ouverture politique proche, s'investit à fond dans les luttes sociales, au détriment de la C.G.T.

La fête de *l'Humanité* qui a bénéficié d'un fort support publicitaire de la télévision a confirmé que de nombreux travailleurs font confiance au P.C. malgré la persistance des oppositions intérieures et que, passant outre aux querelles du passé, ils sont disposés à le suivre, sous réserve qu'on ne les implique pas dans les conflits des états-majors.

Il serait bien naïf de croire qu'il n'y a pas d'issue à la crise. « Il n'y a pas de situation sans issue », a écrit Lénine. Si les travailleurs n'imposent pas leur issue, ce sont les capitalistes qui imposeront la leur, c'est sur la division des travailleurs que comptent Giscard et Barre pour parvenir à leurs fins.

Là gît le danger, qu'il faut déjouer. C'est difficile sur le plan politique, où un accord sur une candidature unique dans les élections partielles permettrait de sortir de l'impasse. Un tel accord, quel qu'en soit le bénéficiaire r e l a n c e r a i t l'unité d'action d'abord à la base, puis au sommet. C'est pourquoi le P.S.U. a pris cette initiative, conforme aux vœux des travailleurs.

Sur le terrain social, l'unité d'action est plus facile à réaliser. Car, à des différences secondaires près, toutes les centrales syndicales sont d'accord sur l'essentiel. Les actions communes à la base sont fréquentes et souvent efficaces. La preuve en est que malgré l'opposition de Barre, les salaires ont augmenté de 5 % au cours du deuxième trimestre 1978.

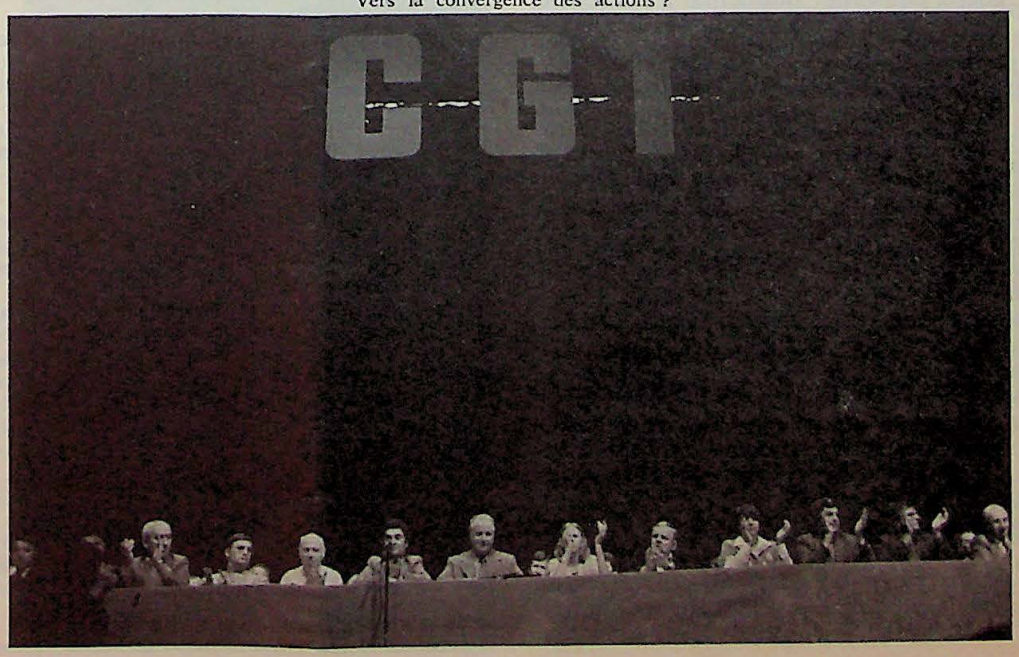
La lutte contre le chômage et la vie chère est la préoccupation majeure des travailleurs. Certes, chaque centrale a sa manière d'envisager la négociation et l'action. Tout le monde est cependant d'accord pour revendiquer le S.M.I.C. à 2400 F, la création d'emplois dans les services publics (santé, enseignement, postes, etc.) la 5e semaine de congés payés, la 5e équipe pour le travail posté, l'interdiction ou la récupération des heures supplémentaires, l'avancement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail.

Non seulement la C.G.T. et la C.F.D.T. recherchent un accord d'unité d'action, mais F.O. et la C.F.T.C. s'apprêtent à s'engager dans l'action et doutent de la volonté de conciliation du patronat et de l'Etat. Bien sûr, les obstacles sont encore considérables. Nous sommes loin d'un accord sur une plateforme revendicative commune. Mais la convergence des actions, l'accord facile sur leur engagement, suffiraient à y entraîner les masses.

Nos initiatives doivent encourager la tendance à l'unité d'action aussi bien sur le terrain politique que syndical. Favoriser le courant autogestionnaire c'est avant tout promouvoir la volonté d'autodétermination des travailleurs, dont parle Marx, tant en ce qui concerne leurs revendications que leurs méthodes d'organisation et d'action. C'est la tâche du P.S.U. à laquelle, malgré la modestie de ses moyens, il doit vouer toutes ses forces.

Victor FAY ■

Syndicats :
Vers la convergence des actions ?



Election partielle : Entre laminoirs et mirabelliers

Dans la première circonscription de Meurthe et Moselle, le P.S.U veut contribuer à déboulonner le Robert Fabre de la droite.

« *C'est vraiment formidable tout ce qu'on a dit ce soir. Je m'aperçois que nous, militants communistes, on ne connais pas bien les P.S.U. D'ailleurs on parle d'unité et tout ce qu'on fait, c'est de mettre nos tracts dans nos boîtes à lettres. Si on était plus ensemble, ça serait ça la vraie gauche...* ». En quelques phrases, c'est le ton de la réunion qui est donné par ce jeune militant du P.C.F. ; qui ajoute qu'en haut il ne sait pas bien ce qu'ils font, *mais que c'est ça que veulent les militants à la base* ».

Des occasions d'unité à la base, il n'en manque pas autour de Nancy. Répondre point par point aux problèmes qui se posent localement en montrant chaque fois qu'on peut s'organiser autrement pour agir, c'est le premier objectif de la campagne du P.S.U. Le choix et ses candidats en est significatif.

Il y a la face des grands déplacements et concentrations de population, des cités-dortoirs avec Henri Begorre, conseiller municipal à Maxeville. Entre deux réunions, le voilà « branché » sur un problème de délinquance... Pas toujours facile pour un autogestionnaire !

Et il y a la face des menaces énormes qui pèsent sur l'emploi avec Gérard Blanc, le suppléant, qui est ouvrier au laminoir de Neuves-Maisons, militant syndicaliste au beau milieu du scandale industriel et financier que l'on sait.

Nancy - Paris - Pays-Bas

Neuves-Maisons n'est pas dans la circonscription, mais beaucoup d'habitants des communes qui la composent travaillent dans la sidérurgie ou en vivent. Au-delà de la crise de la sidérurgie, c'est encore tout le problème de la région de Lorraine qui est posé. Les inquiétudes sont lourdes. La restructuration est menée tambour battant. Dans l'agglomération nancéenne, comme l'explique la fédération du P.S.U., elle se fait sous la direction de la Banque de Paris et des Pays-Bas qui contrôle *toutes* les entreprises en voie de disparition — et aussi une bonne partie de l'immobilier. Paribas, dans laquelle la famille Giscard d'Estaing a des intérêts et qui a des attaches avec la famille Servan-Screiber. Voilà qui donne tout son sens à l'affiche publicitaire de J.-J.S.-S. qui le montre à côté de V.G.E. (son suppléant ?) sous le titre : « *Plus vous voterez pour* nous, *plus nous pourrons lutter pour vous* ».

Le temps des mirabelles

« *On commence à connaître le scénario* », explique un élu local. « *Il fait sa campagne, avec, d'une part un budget d'au moins 100 millions anciens, et d'autre part les promesses les plus extravagantes, assénées avec un culot monstre. Dès qu'il est élu, il disparaît et on ne le revoit plus. A l'Assemblée non plus, d'ailleurs !* ».Telles sont les mœurs parlementaires de ce thuriféraire de *Démocratie française*. Mais ce n'est pas seulement ce mépris absolu pour les électeurs que combat le P.S.U. C'est aussi le « *poisson-pilote* », comme dit Michel Mousel, de Giscard dans ses tentatives d'ouverture. « *Le symétrique à droite de Robert Fabre* », en quelque sorte.

Cela dit, ce n'est pas parce qu'elle lui aura fait perdre son siège que la gauche aura exorcisé les problèmes.

Au travers de la campagne, on sent combien pèsent, et le résultat de mars, et la division qui continue, et la faiblesse des perspectives politiques avancées par le P.C. et le P.S.

Alors les militants du P.S.U. luttent aussi sur un autre front : celui du fameux vote dit « utile » au premier tour, dont beaucoup ailleurs se sont déjà mordu les doigts. Et inlassablement, ils l'expliquent. Il faut changer la gauche, il lui faut son troisième courant authentiquement autogestionnaire. C'est avec nous que cela peut se faire. De ce point de vue, l'unité est de notre côté !

Il faut dire qu'à l'appui de cette démonstration, ils ont réalisé un montage audio-visuel qui est une illustration vivante, à partir d'exemples tirés des réalités et des luttes locales, du programme « *Vivre, produire et travailler autrement* ». Et puis il ne faut pas oublier la partie rurale de la circonscription où de nouveaux contacts sont pris avec des agriculteurs. Là, c'est la période de la cueillette des mirabelles. « *Alors*, dit Henri Begorre, *souvent la réunion ne reste pas à la mairie. On sort, et on continue amicalement sous les mirabelliers* ». Une gauche différente, jusque dans sa façon d'établir le contact...

Lucien SAINTONGE ■

Paris 14ème : Pourquoi un candidat?

Pourquoi un candidat P.S.U. aux élections législatives partielles du 24 septembre dans la 16e circonscription (14e arrondissement) de Paris ? La réponse ne va pas de soi. Aussi les militants du P.S.U. en ont-ils largement débattu avant d'avancer une candidature.

Une chose est sûre : on ne court pas plusieurs lièvres à la fois. Pour une bonne raison : si on le fait on n'en attrape aucun. Une évidence. Nous avons donc, pour notre campagne, défini une cible prioritaire : les électeurs de gauche critiques vis-à-vis du Parti communiste et du Parti socialiste depuis la défaite de mars. Et un objectif secondaire : le courant autogestionnaire local. La campagne sera donc politique d'abord, locale ensuite.

Pourquoi un tel choix ? C'est parce que nous pensons qu'en mars 1978, un espoir est mort. Celui du CERES, la gauche du P.S., dont se réclame Edwige Avice. Celui de la majorité des hommes et des femmes de gauche de ce pays. Celui qui consistait à croire qu'une unité de type purement électoral limité aux appareils du P.C. et du P.S. permettrait, à elle seule, au P.S. d'en finir peu à peu avec la social-démocratie, au P.C.F. d'en finir peu à peu avec le stalinisme. Le résultat, on le connaît : un P.C.F. qui revient à ses vieux démons, un P.S., certes ancré à gauche, mais tout aussi social-démocrate qu'hier.

Rééquilibrer la gauche, ce n'est donc pas aller renforcer, même par le vote, l'un des frères ennemis contre l'autre. Une gauche dominée par le P.C.F., tant que celui-ci demeure ce qu'il est, la majorité des électeurs de gauche, la majorité des travailleurs de ce pays n'en veulent pas. Nous non plus. Une gauche dominée par le P.S., cela peut permettre, par exemple, de battre plus facilement de la Malène. C'est vrai. Mais c'est une gauche — on l'a vu récemment —, vouée à l'échec. Une gauche incapable d'infliger une défaite nationale, la seule qui compte si l'on veut aller un jour vers le socialisme, à la droite arrogante et réactionnaire qui nous gouverne.

Pour battre la droite, il faut reconstruire l'unité. Pour reconstruire l'unité, il faut en finir avec le face à face P.C.-P.S. qui demain comme hier conduira à l'échec.

Il faut imposer par le vote, le débat et la lutte, l'existence d'une gauche différente, une gauche autogestionnaire et unitaire.

Cette gauche différente-là, elle existe à l'état diffus dans le pays. Tous les combats menés depuis 1968 sur le terrain de la production comme hors de la production le montrent. Mais son impuissance tient à ce qu'elle ne dispose pas (encore) d'une traduction, en termes de parti, sur la scène politique. Le P.S.U., s'il sait se dépasser, dans les faits cela va de soi, peut y aider.

Guy PERRIN ■

Conférence nationale entreprise : Surmonter les divisions

Une cinquantaine de militants ont participé ce dernier week-end à la commission nationale entreprise du P.S.U.. L'objet de la réunion ? Tirer les enseignements des dernières luttes sociales et préciser les campagnes que mènera le P.S.U. dans les mois à venir.

Pour ceux qui ont animé les conflits les plus récents (du mois de juin en particulier), les incertitudes dominaient. Toute la réflexion tournait autour d'un constat essentiel : même dans les secteurs les plus combatifs, les moins touchés par le chômage, les conflits n'ont pu se généraliser, débouchant la plupart du temps dans une épreuve de force défavorable sur un terrain décidé par le patronat. Même si une certaine solidarité a joué dans certains conflits, elle n'a pas été opérationnelle pour unifier des intérêts souvent divergents au sein des travailleurs. Renault et la branche automobile constituent à cet égard un exemple frappant. Pourtant, dans certaines régions (les Vosges par exemple), ou dans certains secteurs (Sécurité sociale) le patronat et l'Etat ont été obligés, grâce à une large mobilisation, de faire des concessions. Encore ne faut-il pas se faire d'illusions sur leur portée (1 800 licenciements dans le plan Boussac et aucune réponse immédiate dans le plan Vosges).

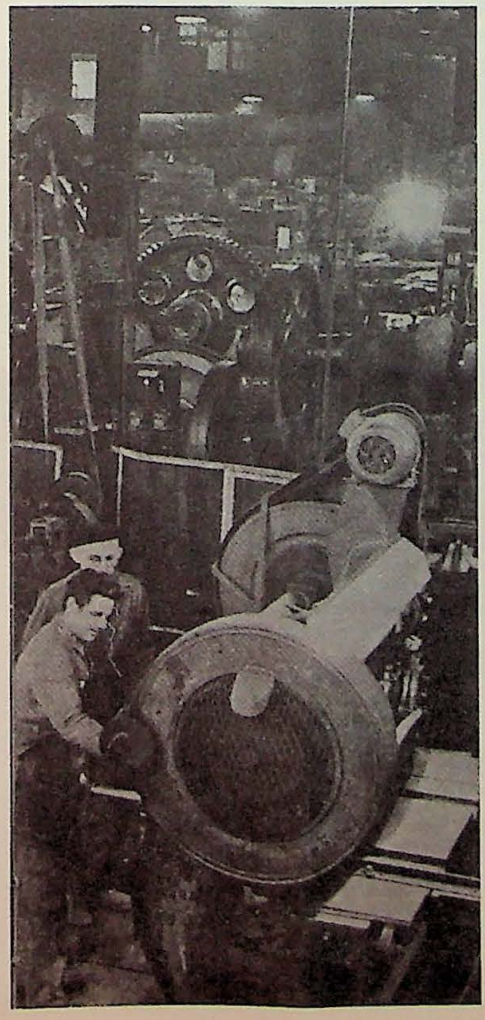
Globalement, les luttes ont donc montré que le décalage entre ceux qui veulent se battre et ceux qui accusent le coup devant l'offensive capitaliste s'est accru. Cela explique aussi pourquoi les conflits de longue durée sur l'emploi, en dépit du soutien que nous leur avons apporté (et que nous poursuivrons), connaissent souvent le pourrissement ou des demi-solutions s'accompagnant de licenciements.

Pessimisme ? Non, lucidité ! Il est vrai que le problème posé aujourd'hui au mouvement ouvrier entraîne à réfléchir hors des sentiers battus, à abandonner les certitudes des luttes exemplaires, et même de l'inébranlable combativité ouvrière. Pour aller dans ce sens, trois rapports présentés à cette C.N.E. et longuement discutés : restructuration capitaliste et division du travail, la politique gouvernementale contre les salaires, la crise et l'emploi, ont permis d'aboutir à quelques conclusions et initiatives (1).

● Il faut, en premier lieu, combattre la politique gouvernementale en matière d'emploi : hormis le soutien continu à ceux qui se battent contre les licenciements, pour un reclassement sur place sans perte de salaires ou de qualifications, le P.S.U. veut mener plusieurs campagnes.

La réduction du temps de travail (repoussé par Barre comme solution au chômage) demeure un axe essentiel autour du mot d'ordre : 35 heures par semaine sans réduction de salaire.

Mais le chômage atteignant surtout *les femmes et les jeunes*, que le pouvoir tente, par le biais des contrats temporaires, du travail partiel, des statuts sans garantie, de retirer du marché du travail et de transformer en main-d'œuvre docile et peu coûteuse, nos actions devront viser à les regrouper, à leur proposer une riposte par *des rassemblements locaux et nationaux.*



Pour que cette riposte soit unitaire, le P.S.U. estime que localement toutes les forces du mouvement ouvrier, doivent avoir un objectif essentiel : exiger *des créations d'emplois.* Quels emplois ? Pas ceux que veut nous imposer la logique productiviste et les patrons soucieux de la rentabilité, de la concurrence capitaliste. Donc, des emplois discutés avec les travailleurs, les chômeurs et leurs organisations.

Voilà pourquoi le P.S.U. propose de généraliser la constitution de *comités locaux de l'emploi* associant les organisations syndicales, politiques, de cadre de vie ainsi que les élus de gauche. Ceux-ci, par l'institution municipale, sont bien placés pour faire autre chose que de gérer les reconversions capitalistes et les déplacements de population.

Enfin, des actions quotidiennes contre l'intérim, pour la titularisation des auxiliaires, contre le racisme vis-à-vis des immigrés présentés par la propagande officielle comme cause de chômage, contre les heures supplémentaires, contre le nouveau pacte national pour l'emploi demeurent indispensables.

● La deuxième campagne décidée par cette C.N.E. sera la défense du pouvoir d'achat. Contre la police des salaires, l'inflation et la libération des prix, il convient de mettre en avant *des augmentations uniformes de 60 F pour chaque hausse de 1 % du coût de la vie.* Cette revendication assure une progression du pouvoir d'achat pour les salaires jusqu'à trois fois le S.M.I.C., et permet un écrasement de la hiérarchie salariale.

● Le troisième axe d'intervention portera sur la division du travail sous toutes ses formes : informatisation et parcellisation des tâches, déqualification, automatisation. Responsables des divisions actuelles au sein de la classe ouvrière, arme essentielle des projets politiques de la bourgeoisie, les nouvelles formes d'organisation du travail supposent des actions spécifiques : boycott des tâches pénibles ou dangereuses, heure d'information syndicale, etc. Pour que le contrôle ouvrier et la décision des travailleurs puissent se généraliser, il faudra étendre la démocratie syndicale, reconstituer des liens concrets entre les salariés et leurs syndicats par les assemblées générales. La bataille pour d'autres conditions de travail les sensibilise au plus haut point. Le désintérêt des jeunes pour le travail montre bien qu'une autre conception de l'action doit voir le jour.

Pierre REGNIER
et J.-Y. SPARFEL ■

(1) Le numéro 16 de **Luttes**, mensuel de la C.N.E., qui paraîtra début octobre, publiera les rapports, les débats des commissions et les décisions de cette C.N.E.

Dossier

La faim dans le monde

Nous mangeons, d'autres pas (2)

La faim est-elle un mal inéluctable ? Faut-il se résigner à ce que meure l'autre moitié du monde ? Non, répond Susan George, une jeune Américaine qui vient d'écrire un livre simple et pratique, mettant à jour les mécanismes de la crise alimentaire. Les responsables sont identifiables : gouvernements, compagnies multinationales, et même institutions internationales contrôlées par quelques pays riches.

« Un rapide coup d'œil sur la situation, **écrit-elle,** montre que ce sont les pauvres — où qu'ils vivent —, qui souffrent de la faim et que l'injustice et l'exploitation profondément enracinées, mises en place par l'Occident ou par les élites locales, les empêchent littéralement de se nourrir. »

Nous continuons cette semaine la publication du dossier de la faim que « Tribune Socialiste » **a commencé dans le précédent numéro. Le livre de Susan George,** Comment se meurt l'autre moitié du monde, **aux éditions Robert Laffont, en constitue la base.** ■

C Comme Contrôle des naissances, comme Calamités naturelles...

Il est très facile d'obtenir de l'argent pour les études et les programmes de contrôle des naissances en Asie ; il est déjà beaucoup plus difficile de disposer de subventions pour des recherches et des actions visant à une répartition plus équitable de la nourriture. L'Occident veut réduire la population du tiers monde : l'argumentation, répercutée par les médias est la suivante :

- les ressources mondiales sont limitées ;
- il y a trop de monde sur la terre et les pays les plus pauvres ont les taux de natalité les plus élevés ;
- donc, ce sont les pauvres qui consomment les ressources mondiales...

C'est faux. On sait déjà que les riches consomment, ou gaspillent, la moitié au moins de la production alimentaire. Selon la Banque mondiale, **« le milliard d'individus dont le revenu annuel est inférieur à 200 dollars ne consomme, par tête, que 1 % de l'énergie consommée par chaque habitant des Etats-Unis ».**

Le seul espoir de réduire le nombre d'humains plus tard, c'est de nourrir les hommes d'aujourd'hui. Le problème fondamental est celui de la distribution de la nourriture et des moyens de la produire ; celui de la volonté politique d'accroître la production alimentaire, puisque c'est techniquement possible, pour nourrir ceux qui ont faim et non pour faire du profit.

Pour une famille pauvre, un nouveau bébé (un garçon notamment) n'est pas une bouche de plus à nourrir. C'est une nécessité économique. Aurait-on la même attitude dans les pays industrialisés si la retraite, la Sécurité sociale, l'assurance maladie n'existaient pas ? Dans le tiers monde, les enfants sont des bras utiles, un recours essentiel. Comment les pauvres pourraient-ils survivre autrement quand ils deviennent vieux ou trop usés pour continuer à travailler ?

Malgré les sommes et les efforts colossaux consacrés (en Inde notamment) à la contraception, les résultats restent dérisoires. C'est que les technologies appropriées de contrôle des naissances n'auront que peu d'effets tant que des changements sociaux rendant les enfants moins nécessaires n'interviendront pas.

Aussi longtemps que des inégalités profondes subsisteront à l'intérieur du tiers monde, les pauvres continueront à avoir beaucoup d'enfants car ils ne peuvent humainement et logiquement faire autrement. Le meilleur moyen n'est pas de distribuer préservatifs et pilules, mais de mettre en place une réforme agraire efficace et d'augmenter le revenu des habitants. Après tout, les taux d'accroissement de la population dans les pays développés n'ont commencé à décliner que lorsque l'Occident atteignit un stade d'abondance relative...

La faim n'est pas provoquée par l'accroissement démographique. La faim, comme l'accroissement démographique, sont les symptômes d'un même échec politique et social. Chercher à résoudre ces problèmes séparément est une erreur aussi tragique que coûteuse.

La faim n'est pas non plus le résultat du « mauvais temps » ou du « climat », même si sécheresses ou cyclones viennent aggraver la situation. Hier comme aujourd'hui, les classes dominantes continuent à manger quand il y a disette ou famine. Un ouragan en Floride n'a pas les mêmes conséquences qu'au Pakistan ou à Madagascar ; la sécheresse qui a frappé ces derniers temps le sud-ouest des Etats-Unis n'a pas des résultats comparables à celle qui sévit au Sahel. L'organisation économique et sociale joue un rôle autrement important que les calamités naturelles dans l'histoire de la faim. Elles

ont des répercussions d'autant plus dramatiques que ce système est vulnérable ; que les politiques dites de **« développement »**, les cultures de rapport ont abouti à la désagrégation des structures traditionnelles (dites **« archaïques »**) capables de faire face, dans une large mesure à ces « catastrophes ».

En 1973, un groupe de chercheurs français écrivaient, à propos du Sahel : **« Rien pour les paysans et les éleveurs, tout pour les compagnies occidentales et les privilégiés locaux. La substitution des cultures commerciales aux cultures vivrières, l'écrasement de la paysannerie sous l'impôt, l'incroyable montée de la spéculation foncière, l'orientation des investissements vers les secteurs rentables (pour qui ?) ou de prestige (de qui ?), la désintégration des circuits de production, d'échange et de solidarité traditionnels, voilà les réelles causes de la famine. »**

D comme développement ou dépendance

A quelques variantes près, le modèle de développement élaboré en Occident à l'usage du tiers monde, dans les agences gouvernementales, les services de « coopération », les bureaux d'études, les instituts de recherche, les fondations humanitaires (Rockfeller, Ford, etc.), présente les mêmes lignes-forces et repose sur le culte d'une croissance illimitée et linéaire, sur des processus qui sont supposés avoir créé la prospérité du monde riche. C'est la stratégie dite du **« trickle-down »**, ou **« effet de ricochet »** qui veut que les investisseurs profitent d'abord aux investisseurs (étrangers), puis aux « élites » politico-économiques locales ; enfin, tôt ou tard, aux classes les plus défavorisées... Le progrès se mesure en taux de croissance du Produit National Brut (P.N.B.) et en revenu moyen par habitant, sans du tout tenir compte de la distribution de ce revenu — de ce qui revient réellement en argent, en nourriture, en services à la grande majorité des plus pauvres, ruraux pour la plupart. Ces derniers sont considérés, par les planificateurs, au mieux, comme des objets passifs ; au pire, comme des **« freins »** ou des **« obstacles »** au développement, leur attitude étant **« traditionnaliste »** ou **« archaïque »**...

La stratégie du « trickle-down » mise donc sur les élites locales, perçues comme les moteurs de la croissance. Il s'agit, dans les zones urbaines, des entrepreneurs collaborant avec les fonctionnaires et dirigeants politiques locaux, comme avec les investisseurs et « conseillers » étrangers ; dans les zones rurales, des propriétaires ou des fermiers les plus riches et les plus « modernistes ».

Ces élites locales sont formées dans les universités et les écoles occidentales, ou dans des établissements nationaux financés pour une grande part par les pays « protecteurs ». Les Etats-Unis ont concentré leurs efforts dans la formation des élites d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient. Le rôle de la Grande-Bretagne pour celle des dirigeants africains, indiens, ceylanais, est éminent. La France, comme on sait, s'occupe de près des ressortissants de ses anciennes colonies. L'Allemagne de l'Ouest, le Canada, disposent çà et là de missions et d'instituts éparpillés dans le tiers monde...

Dans une large mesure, les systèmes d'éducation des pays pauvres sont eux-mêmes fondés sur les modèles que les élites ont assimilées à l'extérieur et n'ont que peu de choses à voir avec les besoins pressants de leurs citoyens défavorisés.

René Dumont suggère que **« le système d'éducation du tiers monde, servilement copié sur le nôtre dans des conditions complètement différentes, a ralenti le développement agricole et poussé les jeunes générations à abandonner l'agriculture »**.

Un ancien professeur de Harvard, Hollis Chenery, aujourd'hui vice-président pour le développement à la Banque mondiale, peut déclarer avec satisfaction : « [...] **les idées sur lesquelles est fondée la politique économique des pays en voie de développement dérivent de la recherche faite dans les pays avancés, et particulièrement aux Etats-Unis** [...]. **La majorité des responsables économiques (de ces pays) ayant reçu leur formation au sein des institutions occidentales, la transmission et l'acceptation des nouvelles idées et méthodes de planification ont été tout à fait rapides.** »

Néanmoins, on commence à s'en rendre compte, la conception du « trickle-down » n'a abouti à aucun résultat tangible pour les plus défavorisés, ni n'apporte de solution au problème de la faim ; elle n'est parvenue à façonner aucune économie viable et indépendante dans le tiers monde. C'est qu'en effet les modèles de développement qui en sont issus favorisent, consciemment ou inconsciemment, mais nécessairement, les intérêts occidentaux.

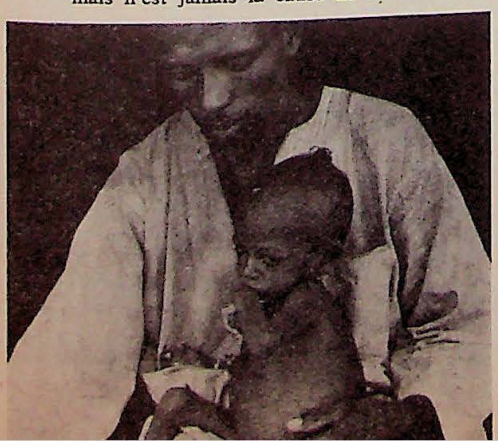
« Aucun outil, aucune technologie, aucune pratique culturale introduits dans une société de l'extérieur ne sont "neutres" », écrit Susan George. A commencer par le choix des cultures qui seront produites, et leur destination (pour l'approvisionnement des populations locales ou pour l'exportation) en passant par celui des moyens de production, du fournisseur d'équipement et d'encadrement, de l'acheteur et du distributeur des récoltes... Toute cette chaîne de production s'insère dans un réseau du commerce mondial, détermine l'orientation de l'économie nationale et son degré d'autonomie. Elle conditionne la vie même de ceux qui produisent, leur revenu et leur consommation : en clair, elle décide de ce qu'ils mangeront ou non.

Ainsi, l'introduction de la culture du soja au Brésil — culture de rapport qui peut se vendre à bon prix entre des récoltes américaines —, a amené les paysans à abandonner le maïs, à réduire leur production de haricots noirs, de blé et de riz. Elle a entraîné une forte hausse du prix de la viande (les animaux étant nourris au maïs) et des principaux produits alimentaires dont un fort contingent est aujourd'hui importé... Bénéficiaires de l'opération : les classes dirigeantes brésiliennes et les compagnies agro-alimentaires comme Cargill et Anderson-Clayton.

Susan George imagine une échelle sur laquelle toutes les sociétés voudraient grimper, mais elles se trouvent sur différents barreaux. Le mythe de la croissance, du développement, prétend que l'ascension de cette échelle ne peut se faire que d'une manière, à la façon de l'Occident, à partir des mêmes méthodes et des mêmes outils. **« Au figuré, personne n'a le droit de monter sur un tabouret, de construire un escalier, d'utiliser une corde, de grimper à un arbre [...] ou de s'arrêter en route... »** Selon ce schéma, imposé par les riches, les pays « sous-développés » doivent s'urbaniser à marche forcée, délaisser le secteur rural « arriéré » pour un secteur industrialisé dynamique — l'idéal étant de parvenir un jour à 1,3 voiture par tête d'habitant, comme à Los Angeles !

La pauvreté « absolue », la faim dans le monde, résultent dans une large mesure de l'histoire du colonialisme. Il s'ensuit que plus rapidement les pays pauvres se débarrasseront des modèles, des technologies, des institutions du développement occidental, mieux ils se porteront. De ce point de vue, on ne peut plus ignorer l'expérience de la Chine ou du Vietnam, comparée aux fiascos des programmes et autres « révolutions vertes » conduits par les nantis chez leurs « protégés ». Si le tiers monde continue à se soumettre aux orientations qui lui sont imposées par les plus riches, il continuera à produire de plus en plus pour l'exportation, afin d'obtenir les devises nécessaires pour l'achat de produits industrialisés, d'articles de luxe... ou d'aliments. Ce faisant, il s'enferme dans la dépendance, qui ne le garantit même pas contre la faim.

Sécheresse au Sénégal :
Le climat aggrave la situation mais n'est jamais la cause de la faim.



F comme famine ou faim chronique

En fait, dans le tiers monde, il n'y a pas de « pays affamés » : il y a seulement de larges couches de la population qui ne peuvent produire ou acheter suffisamment de nourriture. A cet égard, il n'existe pas de différence structurelle entre les pays développés et sous-développés. En 1976, le bureau de recensement des Etats-Unis a révélé que 12 % des Américains, soit 26 millions d'individus, **« vivent dans la pauvreté »** et beaucoup d'entre eux souffrent de carences alimentaires graves. S'il n'existait pas en France d'allocations chômage, il pourrait très bien survenir une famine affectant plus d'un million de personnes, et notre pays continuerait sans doute à exporter du blé...

Evidemment, la différence importante est que l'insuffisance de nourriture ne touche qu'une faible partie des populations occidentales, alors que dans les pays du tiers monde, la moitié ou plus des habitants souffrent de la faim.

De la faim ? Encore faut-il préciser : les medias insistent surtout sur les famines occasionnelles et spectaculaires — elles sont relativement rares. Les conséquences de la

faim chronique, de la malnutrition, sont plus pernicieuses et posent des problèmes encore plus difficiles à résoudre.

Dans le monde entier, un enfant sur cinq est considéré comme sous-alimenté. Dans certaines zones, la moitié des enfants meurent d'une maladie due à la malnutrition avant l'âge de cinq ans. L'O.N.U. affirme qu'un homme sur huit meurt littéralement de faim et que près de quatre enfants souffrent de malnutrition, sous une forme ou sous une autre. La mort n'est qu'une des conséquences possibles. En voici d'autres :

● **Sur les photos destinées à émouvoir les masses,** les enfants africains ou indiens au ventre ballonné souffrent du **Kwashiorkor**, malnutrition protéique qui apparaît lorsqu'un bambin est brusquement sevré pour laisser la place à son jeune frère ou à sa jeune sœur. Les enfants au corps désséché et squelettique souffrent du **marasme,** dû à la fois à un manque de calories et de protéines. La plupart de ces petits ne mourront pas de l'une ou l'autre maladie : ils seront emportés avant par une gastro-entérite ou la rougeole...

● **70 % des individus du tiers monde meurent de maladies infectieuses ou parasitaires** auxquelles la faim fournit un terrain favorable. La pellagre, qui frappe ceux dont le maïs est la nourriture de base, peut conduire à la folie. Le béri-béri, qui avait presque été éliminé, réapparaît lorsque la nourriture de base est le riz décortiqué industriellement. La cécité provoquée par le manque de vitamine A, touche des millions d'êtres humains, au Sahel, en Indonésie, en Inde...

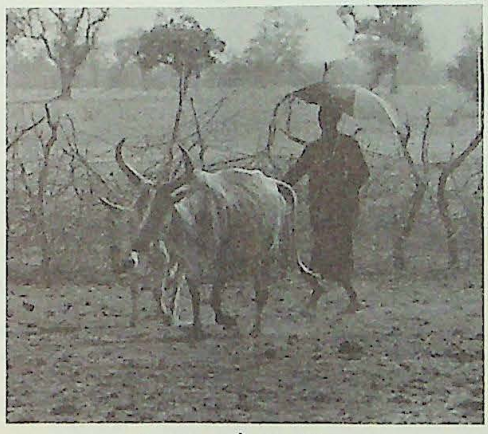
● **Le plus grave** (si l'on ose dire) est que la malnutrition empêche les individus de réaliser leur potentiel génétique. En effet, si les bébés manquent des calories et des protéines nécessaires durant leurs dernières semaines intra-utérines et leurs premiers mois de vie, ils seront définitivement amoindris mentalement, car les cellules du cerveau, « programmées » pour se multiplier durant cette période, ne peuvent le faire à cause du manque de nourriture... Ce fait a été confirmé par diverses enquêtes menées au Guatemala, en Inde, au Mexique, dans les camps de réfugiés palestiniens.

Susan George n'hésite pas à poser la question de savoir **« si ceux qui contribuent à affamer ces masses d'êtres humains ne savent pas exactement ce qu'ils font, puisque des individus malades, apathiques et faméliques ont rarement la force de renverser les structures qui les dominent ».**

Mais les pauvres ne peuvent-ils décidément se nourrir par eux-mêmes ? Leurs techniques sont-elles si archaïques ? Leurs terres si stériles ou si rares ?... Il faut garder quelques chiffres, quelques pourcentages à l'esprit, pour embrasser la situation sous son vrai jour : la plupart de ceux que la Banque mondiale appellent les **« pauvres absolus »** soit 800 millions d'êtres, se trouve dans les zones rurales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Paradoxalement, ce sont d'abord donc ceux qui vivent à la campagne qui manquent de nourriture. Mais, en Amérique latine, plus du tiers de la population rurale ne dispose que de 1 % des terres cultivées. En Afrique, les trois quarts des paysans ne possèdent que 4 % des terres. En Asie, le continent le moins « inégalitaire », un cinquième des propriétaires terriens contrôle tout de même les trois cinquièmes des terres cultivables. Les statistiques de la Banque mondiale portant sur vingt-deux pays du tiers monde montrent qu'en moyenne un tiers de la « population rurale active » ne possède aucune terre.

Qui plus est, ce sont les grandes exploitations qui produisent le moins de nourriture. Soit qu'il s'agisse de « cultures de rapport » destinées à l'exportation, soit que le gros propriétaire se contente d'un rendement à l'hectare moyen ou faible, puisqu'il en possède des milliers. En Colombie, les petits paysans sont quatorze fois plus efficaces en rendement à l'hectare que les grands exploitants. En Inde, la production est de 40 % supérieure à l'hectare dans les exploitations qui en comptent moins de cinq que dans celles qui dépassent les cinquante hectares.

En d'autres termes, les paysans ne sont ni **« paresseux »** ni **« arriérés »,** mais ils n'ont presque jamais les moyens de travailler pour se nourrir, ne fût-ce qu'en partie. Ce sont les systèmes de propriété foncière qui sont « arriérés » et qui entravent leur productivité. Les fameuses « réformes agraires » n'existent que sur le papier. Or, ce sont bien les millions de petits paysans du tiers monde qui détiennent entre leurs mains la vraie solution de la crise alimentaire. A condition qu'on leur donne, ou qu'ils en prennent, les moyens...



Le visage de la faim :
Un homme sur huit meurt,
un sur quatre souffre de malnutrition.

Une seule institution approche de l'idée qu'on pourrait se faire d'un gouvernement mondial, capable un jour d'imposer « la » solution à la crise alimentaire — et c'est l'ONU, qui abrite un grand nombre de bureaucraties spécialisées, dont la FAO ou Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, sise à Rome. Il est donc important de comprendre comment les vastes ressources de ces organisations influent sur le tiers monde.

La FAO fonctionne depuis plus de trente ans. Actuellement, elle s'occupe de **« plus de 1 600 projets dans 127 pays et territoires employant 2 100 experts qui travaillent sur le terrain, 1 200 spécialistes conçoivent les projets au siège de la FAO ».** Près de 3 000 fonctionnaires sont, en outre, employés à des tâches secondaires.

Or, sept experts travaillent dans un service peu connu de la FAO appelé **« Programme de coopération de l'industrie »** (I.C.P.) fondé en 1966, après une réunion entre les représentants du complexe mondial agro-alimentaire et des officiels du gouvernement américain.

Plus de cent firmes sont membres de l'I.C.P. Pour un quart d'entre elles, elles sont américaines (Ralston Purnia, Corn Products-C.P.C., Archer Daniels, General Mills...). Les compagnies du Marché commun représentent un tiers des participants, dont les quatre grandes anglaises : Unilever, I.C.I., B.P., Shell. Le Japon et la Suisse comptent chacun sept membres. D'autres sociétés, notamment des pays de l'Est, collaborent au programme.

L'objectif déclaré de l'I.C.P. est de **« démontrer que l'industrie clairvoyante et responsable peut contribuer au développement économique et social en encourageant l'entreprise privée ».**

Chaque compagnie membre de l'I.C.P. participe à un ou plusieurs groupes de travail ayant un rôle consultatif auprès de la FAO. Depuis sa création, l'une des principales activités de l'I.C.P. est l'envoi de missions dans le tiers monde, constituées d'industriels. Les rapports auxquels ces missions donnent lieu font le point des possibilités et des priorités commerciales, des perspectives d'investissements, dans le pays visité. Ainsi, en début 1974, une mission se rendit en Ethiopie, pour étudier les possibilités de développement de la production de viande : elle conclut notamment que « la matière première » destinée à être transformée en aliments pour chiens et chats (des pays occidentaux, évidemment) méritait l'intérêt, à condition que le bétail soit moins disséminé... à la même époque, 100 000 Ethiopiens au moins vivaient une famine terrible, ou étaient déjà morts de faim.

En fait, l'I.C.P. n'exerce aucun contrôle sur ses membres, n'impose aucune condition aux tractations qui sont passées entre les compagnies agro-alimentaires et les Etats, ne participe pas même aux négociations et ne reçoit aucun rapport d'évaluation sur les projets réalisés... La plupart de ces derniers visent des produits d'exportation et sont aussitôt financés par les banques privées. A l'I.C.P., on met l'accent sur la production et la productivité, sans accorder trop d'attention à la consommation. Autrement dit, on ne se préoccupe guère de savoir qui mangera la nourriture produite par les multinationales : les riches consommateurs ? Les petits cultivateurs ? Les animaux ? Les chats, les chiens ?... Cette orientation « productiviste » a dominé la Conférence mondiale de l'alimentation, en 1974. Il faut dire qu'une des plus actives et des plus fortes délégations était celle du Complexe agro-alimentaire mondial (quarante industriels).

Ainsi, par le biais de l'I.C.P., les multinationales font partie de l'ONU en tant que telles — avec la bénédiction de l'actuel directeur général de la FAO, le Libanais Edouard Saouma. On voit mal comment des firmes comme Nestlé, Unilever, Ralston Purina, General Foods peuvent contribuer à améliorer la condition des petits cultivateurs. La réponse-standard de la FAO quand on soulève cette question est la suivante : **« Nous ne faisons que ce que veulent les gouvernements... »** Or, les organismes de financement internationaux proposent-ils des alternatives favorisant l'autonomie alimentaire des plus pauvres ? Les intérêts occidentaux, qui n'ont qu'un modèle de développement à proposer, établissent des projets, fournissent les fonds et planifient l'application des programmes. Les pays qui ne partagent pas leurs conceptions n'obtiennent pas de financement. On ne peut attendre du complexe agro-alimentaire et des banques privées qu'ils investissent dans des projets qui ne soient pas « rentables » — c'est la loi du système. Qu'ils l'admettent ou non, l'ONU, la FAO, l'I.C.P., le programme des banquiers, favorisent ce système.

Dossier réalisé par René LANARCHE. ■

La semaine prochaine :
N comme Nestlé contre les bébés
R comme Révolution verte, comme Rien ou Réforme agraire.

Téhéran : capitale de la douleur

Bain de sang, loi martiale, chasse aux opposants ; c'est à à ce prix que le shah, avec la bénédiction du décidément très idéaliste Carter, se maintient au pouvoir.

LE sang coule en Iran. Une fois de plus. La manifestation pacifique du vendredi 8 septembre a été matée au canon. Ainsi est tombé le masque superficiel de libéralisation du régime du Shah excécré par la très grande majorité de la population. Mais le Shah avait à agir vite. Car déjà à Washington des interrogations inquiètes étaient posées quant à la solidité et à l'autonomie suffisante d'un sous-impérialisme sur lequel les Américains comptent pour mettre bon ordre dans la région du golfe persique, vital pour leurs intérêts pétroliers, et capital pour la défense du monde dit « libre ».

Or, à côté d'un Afghanistan qui s'est doté d'un gouvernement favorable aux Soviétiques, du régime d'Aden qui se réclame ouvertement du « communisme », les Américains couraient de grands dangers au cas où le verrou iranien viendrait à sauter sous les coups de boutoir de la colère populaire. Il faut dire que le schisme chiite est né d'une longue résistance à l'oppression des féodalités musulmanes qui s'étaient instaurées à la mort du Prophète. Devant de tels enjeux, le Shah n'a pas hésité pour instituer la loi martiale. Comme par une sorte de retour aux sources, le dictateur de la Perse a fait appel au même général qui l'avait rétabli au pouvoir par la force en 1963. Résultat : plusieurs centaines de morts.

La révolution blanche

Le Shah, isolé politiquement, ne pouvait plus compter que sur son armée. Et comme certaines idées pouvaient germer dans la tête de ses prétoriens excédés par la « mollesse » de leur maître, face aux manifestations populaires précédentes, le Shah les a pris de court. Il a organisé lui-même ce qu'il faut bien considérer comme un coup d'Etat pour se maintenir désespérément au pouvoir.

Comment en est-on arrivé là ? L'origine de la contestation populaire doit être cherchée dans le contexte politique et économique qui a précédé les journées sanglantes que nous venons de connaître.

A l'origine même, la dynastie Pahlavi est marquée du sceau de la forfaiture et de l'oppression et est ressentie, avec raison, comme imposée de l'extérieur puisqu'elle est née d'un coup d'état suscité par les Anglais. En 1953, après l'expérience « progressiste » de Mossagehg, qui avait été porté au pouvoir par le Front national — coalition de partis et de mouvement libéraux —, et avait eu l'impudence de tenter une politique indépendante en nationalisant les pétroles, Mohamed Reza Sha est rétabli sur son trône par un autre coup d'état où l'intervention de la C.I.A. n'est aujourd'hui plus contestée par personne. En somme, un régime qui n'est pas né, quant à la légitimité politique, sous les meilleurs auspices et n'a subsisté qu'en s'imposant par la force et ce en dépit de tous les verbiages sur une libéralisation du régime toujours remise à plus tard. Ainsi, à partir de 1963, le Shah va étendre le contrôle de son Etat sur les affaires économiques du pays : c'est « *la révolution blanche* », appuyée sinon montée de toutes pièces par l'administration Kennedy. Le peuple iranien était sensé avoir approuvé par référendum « *à la quasi totalité des voix* » un programme de réformes dont la plus importante était la réforme agraire. Les milieux religieux sonnent vite le glas contre cette tentative de mises en coupes réglées de l'économie et de la société iranienne. Aux exhortations de l'Ayotollah Khomeiny, la résistance populaire s'organise contre le plan de « réforme » du shah. Et en juin 1963 — la résistance populaire ne date donc pas d'hier —, après trois jours d'émeutes, la situation n'est rétablie pour le shah qu'au prix de 15 000 morts en une seule journée. C'était très exactement le 5 juin. Une analyse simpliste qui gèlerait les positions en présence en opposant le réformisme progressiste du shah à la défense fanatique et réactionnaire du passé de la part des religieux musulmans, passerait tout à fait

à côté de la question iranienne. Les religieux sont forts dans la mesure où ils expriment les aspirations populaires et savent traduire son mécontentement dû à la dégradation des conditions de vie. Car la réforme agraire a consisté à abandonner les ressources naturelles pratiquement gratuites pour instaurer une « agro-business ». Priorité est donnée aux aménagements gigantesques sans connexité réelle avec la petite exploitation familiale qui est le cas général en Iran. Cette réforme agraire au bull-dozer, faite sans tenir compte des situations existantes, implique l'achat d'un matériel colossal et l'intervention d'ingénieurs étrangers. La dépendance à l'égard de l'extérieur s'aggrave d'autant plus que ces nouveaux pôles agricoles enregistrent des résultats désastreux, et ce en dépit de l'aide massive de l'Etat. Vouloir singer à tout prix l'Occident aboutit à un bilan catastrophique : les paysans abandonnent leur terre menacée par une désertification envahissante. Ces chômeurs en puissance affluent vers les villes et iront peupler les bidonvilles de Téhéran.

Le fief des multinationales

En matière industrielle, les rêves de « *grande civilisation* » du shah aboutissent à une dépendance à l'égard de l'étranger non moins étroite que celle de l'agriculture. L'Iran est devenue le fief des multinationales qui y montent leur produit à bon prix et essaient de les exporter dans les pays limitrophes. L'Iran ne dépend plus que de son pétrole en dehors duquel il n'y a point d'autre production. Or, on sait que cette unique ressource n'est pas inépuisable. Si « l'efficacité à l'occidentale » est des plus douteuses, quoi qu'en disent les bilans officiels, par contre les tares de la société dite libérale se sont bien implantées : népotisme, pots-de-vins, corruption font que les richesses nationales sont détournées au profit d'une minorité, celle-ci ne peut investir dans un réel appareil de production, mise sur la pierre et ainsi sont créées les conditions d'une spéculation foncière sans limites.

Le grand échec du régime aura été du reste de n'avoir pas pu, ou pas su susciter l'émergence d'une classe moyenne (comme au Brésil), ce qui aurait été le signe d'un capitalisme plus solide disposant d'une « marge » de consommation intérieure suffisante. Devant la montée de l'agitation des démunis ou des déclassés du Bazar, on assiste à un départ des plus riches vers les pays où ils ont investi les rentes de leurs profits. Les rats quittent le navire. Le shah lui-même l'a reconnu, ce qui ne l'empêche pas d'acheter six maisons dans un rayon de 30 km près d'Evian, lieu paisible de retraite : on n'est jamais assez prévoyant.

Alain TLEMCEN ■

Soldat syrien sur les hauteurs d'Achrapieh : Les « orgues de Staline ».

Liban : les fous et les autres

Les plus fous des chrétiens livrent un combat voué à l'échec. Les autres, les réfugiés de la montagne libanaise, ne comprennent pas

De notre envoyé spécial au Liban

« *Vous appelez ça une guerre ? C'est un génocide, Monsieur. Ils veulent nous exterminer. Ils sont jaloux. Jaloux de notre statut social, jaloux de notre niveau culturel, jaloux de nos liens avec l'Occident. Tout, ils nous reprochent tout ; tout ce que nous sommes.* »

« Ils », ce sont les Syriens, bien sûr. Les Syriens mais aussi les arabes, tous les arabes, les musulmans, confondus avec véhémence dans une même réprobation. Ici, à Ajaltoun, à quelques dizaines de kilomètres de la capitale libanaise, dans la montagne où accourt le flot des réfugiés chrétiens, on ne fait pas toujours le détail. Il y a les chrétiens... et les autres : les musulmans, ceux d'en face, symbolisés par les « troupes d'occupation » du général Assad, chef de l'Etat syrien. Et avec les musulmans on ne dialogue pas, on tire, Monsieur, on tire...

Deux jours plus tard, un directeur de banque musulman à Beyrouth-ouest, du côté palestino-progressiste, tiendra le même langage. Mais cette fois « *les autres* », « *ceux d'en face* », ce sont les chrétiens, les fous de l'arme automatique et du fusil à lunette, les irréductibles d'Achrafieh, la plus importante des zones résidentielles chrétiennes, celle qui, quotidiennement, la nuit, depuis les hauteurs de la ville, subit les bombardements des troupes de la F.A.D. (Force arabe de dissuasion), essentiellement syriennes.

Allez y comprendre quelque chose... Deux discours, exactement symétriques, tout aussi violents, tout aussi passionnés, tout aussi vrais, tout aussi faux. Au Liban, à Beyrouth surtout, tout peut être dit. Tout et son contraire. Dans un pays où tout peut arriver, le pire est toujours sûr. C'est le propre de ceux qui se sont installés dans la guerre : l'horreur et le malheur leurs sont si quotidiens qu'ils ne se souviennent plus de la paix que comme d'un luxe qui n'appartient plus qu'au passé.

Pathétique inquiétude de ces gens pendus aux basques de qui vient les voir, et qui vous interrogent... « *Vous croyez, vous, que la guerre va durer longtemps encore ? Et Assad, que veut-il, au juste ? Annexer purement et simplement le Liban, n'est-ce pas, refaire la « grande Syrie », au fond ? Ils ne nous ont jamais pardonné notre existence, voilà la vérité.* »

Immanquablement, les questions ont tôt fait de devenir des réponses. Des réponses toutes faites. Chacun sait pourtant qu'il faudra bien, vaille que vaille, composer un jour ou l'autre — et le plus tôt sera le mieux —, avec « le grand frère » d'à côté. Avant qu'il

ne soit trop tard. Tant qu'on est encore en mesure d'avoir quelques forces pour le faire.

« *C'est de notre faute. Nous n'avons pas su partager. Nous avons vécu des années sans nous soucier d'autre chose que de nous-mêmes, de notre niveau de vie. Aujourd'hui, nous le payons. Et ce n'est pas fini. La guerre ne fait que commencer.* » La même femme qui tout à l'heure vouait aux gémonies les masses arabes n'a pas de mots assez durs maintenant pour elle-même et pour tous ceux qui, comme elle — entendez les chrétiens maronites —, ont vécu des années durant dans l'ignorance presque totale de la communauté musulmane. « *Nous n'avons plus d'Etat, plus d'autorité en tout cas à ce niveau ; même si le président Sarkis ne peut pas grand chose, il a au moins le mérite d'exister. Mais le pire, voyez-vous, c'est que nous ne constituons même pas une nation.* » Mea culpa, mea maxima culpa. Il n'est pas un chrétien rencontré à Ajaltoun qui ne confesse sur le ton de la contrition sincère à qui veut l'entendre l'égoïsme coupable de sa communauté.

Etrange petit village. Un havre de paix. Il n'y a pas si longtemps encore peuplé pendant les week-ends de beyrouthins aisés dont on peut voir les résidences secondaires accrochées aux flancs de la montagne. Rien, apparemment, en ce dimanche d'août 1978 ensoleillé qui rappelle la guerre. Ce matin l'église était bondée. Comme à l'accoutumée. A la sortie de la messe, on va aussi au café, comme en France. Et l'on y trouve, comme en France, les notables du village. Antoine Abizeid, secrétaire général du Bloc national, bras droit de Raymond Eddé, exilé en France, aussi bien que le chef local du P.N.L. (Parti national libanais), le parti de Camille Chamoun, ou que le responsable des Phalanges de Pierre Gemayel. Et l'on cause. De quoi ? De la guerre bien sûr. Car là où la guerre est apparemment la moins présente, c'est de la guerre tout de même dont on parle. De quoi voulez-vous qu'on parle au Liban ?

En fin d'après-midi, les miliciens partiront dans la montagne. Après trois ou quatre heures de marches ils s'y livreront à des exercices de tirs. Pour l'instant, ce sont les préparatifs. On distribue les armes et les munitions, on fait le point sur l'itinéraire. Rangers, pantalons et tee-shirt kakis frappés du cèdre libanais, ils sont une vingtaine entre vingt et trente ans. Etudiants, apprentis ou ouvriers. Des jeunes gens. « *Sans eux,* commente le responsable du P.N.L., *on n'existerait plus. Vous voyez mon fils, il a sept ans. Eh bien, il fera ses études ; mais en même temps il apprendra le maniement des armes. Il y a quelques années, je ne savais pas ce que c'était qu'un revolver. Maintenant, je sais que c'est indispensable. Qu'est-ce que nous répondez à ça ?* »

La journée avait très mal commencé ce jour-là. L'accueil avait même été assez frais.

— « *Qu'est-ce que vous venez voir ici ?* »

— « *Les réfugiés, quelle question* ».

Voilà justement le mot qu'il ne fallait pas dire. Comment ? Réfugiés chez soi, dans son propre pays, à quelques kilomètres seulement de sa propre maison et de son bureau, vous voulez rire !

Que répondre, que répondre vraiment à tous ces yeux dont en sent l'orgueil profondément blessé. Et allez leur faire comprendre que leur dignité est de peu de poids dans l'affaire, que les Palestiniens, eux, sont d'éternels réfugiés, qu'une poignée de dingues — des chrétiens justement, ceux de Bechir Gemayel —, se battent désespérément pour un avenir qui ne vaut même pas un plat de lentilles. Car là est le drame. Et le paradoxe. Les chrétiens libanais croient sincèrement que cette guerre n'est pas la leur. Ils seraient seulement les victimes d'une machination dont la présence palestinienne serait la raison, ou, pour certains, le prétexte.

Officiellement, à Ajaltoun comme ailleurs, il n'y a pas de « réfugiés ». « *Nous sommes des « déplacés ». D'ailleurs, vous le voyez, nous passons simplement ici l'été* ». L'été sera peut-être long à Ajaltoun ? Qu'importe. La solidarité joue à fond. On est entre soi et on se serre les coudes. Dans ce pays aux dimensions d'un mouchoir de poche c'est bien le bout du monde si on n'a pas un parent ou un ami « dans la montagne ». Les autres, les milliers d'autres réfugiés trouveront, faute de mieux, l'hospitalité d'un bois, d'un pont, d'un couvent ou d'un orphelinat.

A la Maison Saint-Joseph, à la sortie du village, les sœurs de Saint-Vincent de Paul ont transformé leur orphelinat en refuge. Huit mille demandes d'hébergement, mais seulement 350 personnes recueillies. Vidée durant les congés scolaires des enfants qui l'occupent habituellement, l'énorme batisse, transformée en cité dortoir, bousculée dans ses habitudes d'ordre et de propreté, préoccupe tout particulièrement la mère supérieure. C'est que, hormis les soucis engendrés par une population peu familiarisée avec les règles strictes de l'institution religieuse, l'orphelinat est à portée de canon des troupes syriennes installées sur la colline d'en face. Une menace pour l'instant seulement, mais qui le moment venu pourrait faire de ce camp improvisé de réfugiés une cible facile.

Car le problème est bien là. Tout dépendra du tour que prendront bientôt les événements. La situation n'est pour l'instant qu'explosive. Mais on attend son explosion. Achrafieh, l'épicentre de l'irrédentisme chrétien, prépare l'affrontement. Au trois-quart vide de ses habitants, le quartier de Beyrouth pourrait être demain, si la Syrie le décidait, l'objet d'une prise d'assaut qui mettrait définitivement un terme à la résistance des plus fous des chrétiens. Pour l'instant, l'activité diplomatique internationale paralyse toute initiative. Mais après, qui sait ?

José SANCHEZ ■

Réfugiés chrétiens dans la montagne :
« Dans les bois, sous les ponts... »

la parole à

L'ANTI-IMPÉRIALISME EST-IL MORT ?

un entretien avec Jean Ziegler auteur de « Main basse sur l'Afrique » (*)

Tribune Socialiste : Votre plus récent livre « Main Basse sur l'Afrique », est dédié à Carlos Ramarca, un révolutionnaire brésilien, Pierre Bungener, un militant suisse, ainsi qu'à Mehdi Ben Barka et à Henri Curiel...

Jean ZIEGLER : Ce bouquin se veut une arme parmi d'autres dans la lutte des classes. Les hommes dont je salue la mémoire ont été assassinés dans un quasi-silence, comme si de rien n'était. Ils sont le refuge de notre dignité. Et s'il y a un peu d'espérance à garder dans le mouvement anti-impérialiste, c'est eux qui l'ont porté. Les citer, c'est aussi protester contre le silence scandaleux qui a entouré leur mort...

T.S. : Etes-vous de ces militants anti-impérialistes aujourd'hui déroutés, qui ont « mal à l'Afrique » comme d'autres ont été « orphelins du Viet-Nam » et qui veulent « tout revoir » dans leurs appréciations, ou même se réfugient dans l'attentisme ?

J.Z. : Absolument pas ; ce serait du parisianisme, de l'ethnocentrisme. Pour moi, l'intellectuel a une fonction historique, un rôle significatif au service d'une cause. Vous, moi, nous luttons dans le cerveau du monstre ; d'autres se battent à la périphérie, menant leurs luttes de libération. C'était le cas en France au temps de la guerre d'Algérie notamment, où même les bourgeois de gauche faisaient correctement leur boulot : le réseau Jeanson, **l'Express** de l'époque... Maintenant — et c'est grave —, il y a une quasi-absence de la gauche dans ces combats : le front anti-impérialiste semble s'être entièrement écroulé.

Aucun homme n'est une île...

T.S. : Vous pensez que si le mouvement anti-impérialiste en France avait fait face à ses responsabilités, le gouvernement n'aurait pu développer sa politique interventionniste ?

J.Z. : Bien sûr. Regardez la puissance d'un Giscard d'Estaing aujourd'hui. Chaque matin, des « Jaguar » décollent de Dakar, au Sénégal, pour aller bombarder les colonnes de guérilleros du Polisario, ou des caravanes pacifiques. Et la gauche la plus puissante d'Europe ne bouge pas. Même scénario au Tchad, où combattent maintenant trois mille légionnaires ou hommes d'infanterie de marine : pas une protestation active. Giscard encore procure la bombe atomique à l'Afrique du Sud, l'aidant à mettre à sa raison le continent noir tout entier ; Giscard toujours fait faire ce qu'il veut aux généraux Malloum (Tchad), Eyadema (Togo), ou Bokassa (Centrafrique), qui sont tous d'anciens officiers de l'armée coloniale française et perçoivent des retraites de Paris : tout cela sans que le mouvement anti-impérialiste réputé le plus puissant d'Europe puisse paralyser son action le moins du monde. Il y a quelque chose qui cloche...

T.S. : Comment situez-vous alors l'enjeu des batailles actuelles ? Y a-t-il une issue à la « passivité » ou à « l'impuissance » des milieux anti-impérialistes en Europe ?

J.Z. : L'enjeu, le voici : la domination des peuples de la « périphérie » par les oligarchies du capitalisme hégémonique du « centre » est un fait de violence. L'organisation planétaire du marché, le système mondial de significations qu'elle impose désignent eux-mêmes leurs morts. Consciemment, rationnellement. Au stade ultime du développement du mode de production capitaliste, au moment historique de l'apogée de l'impérialisme, la domination de l'homme par l'homme revêt des formes nouvelles, encore plus violentes dans ses effets que par le passé. L'enjeu de cette guerre civile planétaire entre une minorité de riches et la multitude des pauvres est aujourd'hui le contrôle des processus d'orientation, de régulation et de décision de l'évolution du monde à partir du monopole du capital, de la connaissance scientifique et de la créativité intellectuelle. Mais l'impérialisme ne détruit pas seulement les hommes de la périphérie. Il détruit tout le monde. Il détruit l'homme. En Occident, nous vivons dans des sociétés plus libres, nous mangeons à notre faim, nous sommes protégés par des droits civiques — si

Le continent africain est le second de la planète par sa superficie. Il compte plus de 400 millions d'habitants pour qui l'espérance de vie — 42 ans — est la plus faible du monde, tout comme le revenu annuel par tête : moins de 1 500 F. Alors que l'Afrique du Sud, à elle seule, accapare un quart du produit brut du continent, la misère est terrible dans une majorité de pays, qui dépendent exclusivement de l'assistance publique internationale. La plupart sont des Etats faibles, en proie à la guerre civile, à la déraison d'un homme ou d'un groupe ethnique, et ils sont pillés consciencieusement par l'Occident. Les luttes de libération, qui ne peuvent encore se passer d'un appui soviétique, portent en elles les espoirs de peuples qui rêvent de devenir nations. TS s'en entretient avec Jean Ziegler, sociologue suisse, député de Genève, auteur de « Main basse sur l'Afrique » (éd. du Seuil, coll. « Combats », 304 p., 49 F), un pamphlet anti-impérialiste qui étonne par sa verdeur, son énergie et sa hauteur de vues.

(*) Jean Ziegler est également l'auteur du fameux : **Une Suisse au-dessus de tout soupçon.** Il a échappé de peu à la radiation de l'Université et à la levée de son immunité parlementaire.

précaires soient-ils. Or nous sommes détruits dans notre humanité par le simple fait que, par notre travail quotidien, nous reproduisons, réalisons, concrétisons la fonctionnalité du capital. Aucun homme n'est une île. Tout homme ne se construit que par le regard, la tendresse d'autrui. La vie ne naît que de la complémentarité, de la réciprocité. Je suis l'autre, l'autre est moi. Pour chaque martyre, il existe un assassin. Je ne peux être libre, ni manger en paix, si au même moment, à quelques centaines de kilomètres de là, un enfant sous-alimenté entre en agonie.

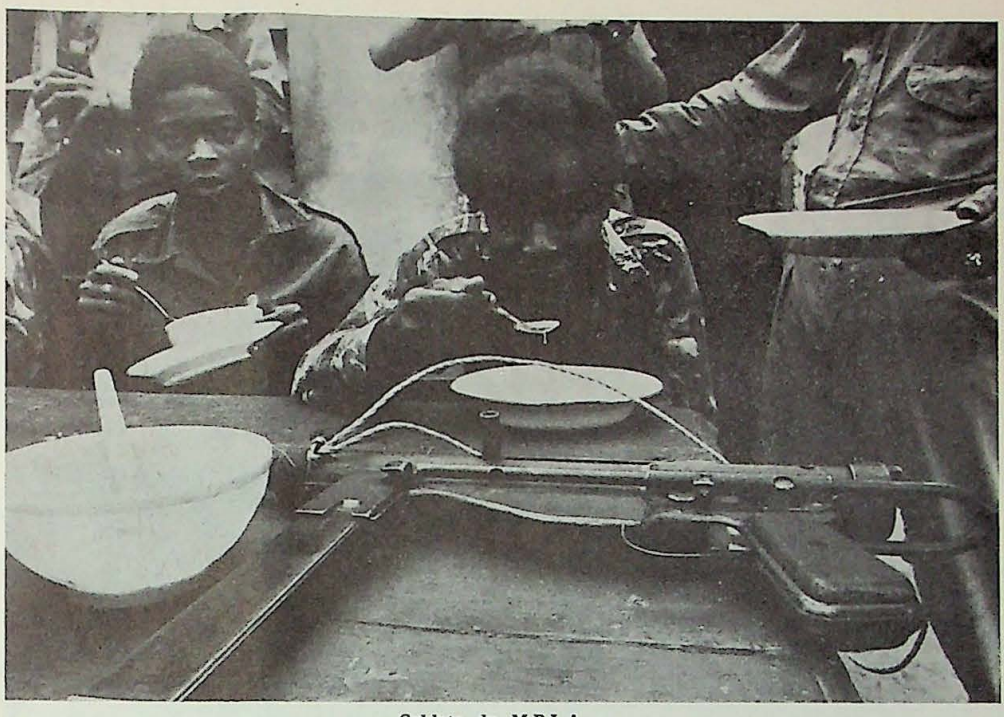
Les ancêtres de l'avenir

T.S. : Vous revenez longuement, dans votre bouquin, sur ceux que vous appelez « les ancêtres de l'avenir » : Nasser, Lumumba, N'Krumah. Pourtant, en Egypte, au Zaïre, au Ghana, les expériences révolutionnaires ont tourné court...

J.Z. : Il est vrai qu'aucun de ces hommes — que je compare un peu aux précurseurs de la Commune de Paris — n'a vraiment libéré son pays. L'Egypte est aujourd'hui une néo-colonie américaine ; le Ghana un régime militaire parvenu au pouvoir grâce au soutien de l'Intelligence service britannique ; et le Zaïre est une dépendance du grand capitalisme occidental. Mais ces trois hommes ont laissé une trace indélébile. Car ils ont tous opéré dans leur pays une rupture symbolique avecl'idéologie du passé. Ils ont opposé à la vision des vainqueurs — qui s'imposait depuis la colonisation —, la vision des vaincus. N'Krumah par exemple a contribué à détruire l'idée que les Nègres, pour arriver à gouverner, doivent ressembler aux Blancs : il leur a proposé l'idéologie pan-africaniste ; il a expliqué que les Noirs étaient supérieurs parce que Noirs. C'est une rupture fondamentale pour les Africains, comme pour leurs cousins de Harlem, aux Etats-Unis. C'est une naissance de la conscience noire...

T.S. : Vous rappelez que Patrice Lumumba, jusqu'à l'extrême-fin des années cinquante — et il est mort en 1960 —, a été un évolué, un assimilé, qui paraissait à l'aise dans le moule colonial belge...

J.Z. : Oui, au début, Lumumba n'a été en contact qu'avec l'idéologie dominante ; intelligent, il l'a rapidement maîtrisée, non sans vivre et théoriser les contradictions... au point d'en arriver lui aussi à la rupture. Il est le père de l'idée transethnique : il a rompu avec l'idée ethnocentriste et tribaliste des ethnies. Il a fait surgir un Etat, sur un territoire immense de 2 ou 3 millions de kilomètres carrés, à la lisière de ce qui était encore « l'Afrique blanche » : les colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique. Il a montré que c'était possible, et que l'Afrique n'était pas condamnée au tribalisme.



Soldats du M.P.L.A.

T.S. : Et Nasser ? Un mélange de nationalisme, de populisme, de socialisme, de neutralisme ?

J.Z. : Nasser a surtout été le prère d'une nation arabe retrouvée, d'un retour à l'histoire pré-coloniale. En brisant l'universalité du discours occidental, il a aboli d'un seul coup la soumission d'une civilisation à une autre, et pulvérisé toute cette imbécile théorie de l'évolution unilinéaire des formations humaines. Longtemps et vainement, l'Afrique avait cherché le reflet confus de son visage dans le miroir déformant que lui tendait l'Occident. Nasser a brisé ce miroir. A la conscience africaine, et à sa quête future, il découvre un vaste monde, inconnu jusqu'alors, de motivations, de significations, de rêves et de désirs non acculturés. La démarche ne va d'ailleurs pas sans ambiguïtés, notamment à propos du rôle tenu par l'islam dans la reconstruction de l'identité alternative.

T.S. : Mais ces trois hommes finissent mal. N'Krumah, le culte de la personnalité, puis l'éviction. Lumumba, assassiné prématurément dans un pays en proie à la guerre civile. Nasser : l'échec militaire, la maladie et la mort...

J.Z. : Oui, mais ils ont été les principaux opérateurs de ces trois ruptures fondamentales qui ont ensuite conditionné tout le reste. C'est un paradoxe : ils ont été les martyrs d'un échec qui marque en fait le début de l'histoire moderne de l'Afrique. C'est pour cela qu'ils me font penser aux hommes et aux femmes de la Commune...

La tutelle des trusts bancaires

T.S. : Vous ne faites pas le procès de la coopération, de l'aide, du développement. C'est sans importance ?

J.Z. : Non, mais c'est anecdotique à côté des grands mécanismes économiques de l'impérialisme. Le fait premier, c'est la rareté sociale organisée et la mondialisation du capital. Avec ses institutions comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, le capital occidental cherche à imposer une logique qui fasse abstraction des classes. La Bourse de Londres décide « techniquement » des cours de l'arachide sénégalaise. Le F.M.I. impose ses hauts fonctionnaires au Zaïre en échange de la vie sauve. La construction nationale dans les pays africains ne sera en vue que lorsque les Etats seront capables d'échapper à cette surdétermination imposée par le capital marchand. Alors, comparé à ce formidable enjeu, le reste apparaît secondaire. Pourtant, il y aurait à dire : pour ce qui concerne la France, par exemple, les trafics officiels d'armes et les interventions ; les dix-neuf heures d'émissions quotidiennes que Radio-France

internationale consacre chaque jour à l'Afrique, qui est pratiquement sa seule « cible » ; la mise sous surveillance ou le licenciement des quelques coopérants qui sont prêts à faire du bon boulot sur le terrain...

T.S. : Donc, la nation africaine n'existe pas...

J.Z. : Pas encore, ou rarement. Il y a — îles comprises —, cinquante-cinq « structures étatiques » en Afrique. On peut les ranger schématiquement. D'abord, les colonies archaïques : il s'agit essentiellement des « bastions blancs » d'Afrique australe. Ensuite, des pays que j'appelle des « appareils de contrainte » : ils sont administrés

par des pouvoirs mercenaires. Le cas le plus flagrant actuellement est celui du Zaïre, devenue chasse gardée de l'Occident multinational : le pays est dirigé par un consortium de banques ayant leurs sièges à New York, Paris, Tokyo ou Bonn. Et puis les « protonations » : il s'agit de pays qui tiennent un langage nationalitaire, avec un drapeau, un patriotisme local réel, de véritables gouvernements indigènes, des forces sociales qui ont leur mot à dire. Mais, en général, ces pays sont très hétérogènes historiquement et socialement ; et ils ont échangé le pacte colonial pour une division internationale du travail qui leur assigne tout de même une place dépendante dans le système économique mondial. Souvent coincés par la monoproduction, ils doivent faire appel — souvent malgré eux —, à l'assistance publique internationale. René Dumont, qui a beaucoup travaillé ces temps-ci sur la Haute-Volta, m'a dit que ce pays est endetté pour cinquante ans au moins. Comme pas mal d'autres, il ne boucle son budget chaque année que grâce au chèque envoyé par Paris. D'autres attendent dans les transes celui de la Banque mondiale...

T.S. : Le vrai critère de la nation, c'est l'indépendance ?

J.Z. : Oui, mais avec un tout autre contexte social. C'est un peuple en marche vers sa libération, qui s'organise économiquement et militairement pour se passer des protections extérieures, qui met en place, des villages jusqu'au sommet de l'Etat, des mécanismes de conseils et d'autogestion formant une pyramide, qui décentralisent au maximum les pouvoirs. Dans les nations, le pouvoir étatique vise de plus en plus à être « inoffensif », partagé. Là, les exemples sont plus rares : le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, Sao-Tomé, l'Angola, le Mozambique, ou ce qui se fait dans les zones libérées d'Erythrée — qui me semble tout à fait remarquable.

T.S. : Est-ce que, dans des pays comme la Guinée-Conakry ou le Congo-Brazzaville, la révolution ne s'est pas muée en une sorte de verbalisme et d'incantation vide de sens ?

J.Z. : Là, il faut distinguer. Depuis l'assassinat de Marien N'Gouabi, le régime congolais est devenu une dictature militaire comme beaucoup d'autres. Son président, corrompu, ne se distingue pas fondamentalement d'un Bokassa. Et le pays est entièrement prisonnier du capitalisme international. L'idéologie ne sert plus que de paravent...

Il n'y a pas de « social-impérialisme »

T.S. : On accuse souvent l'Union soviétique, ces temps-ci, de se conduire en Afrique de la même manière qu'avec les « démocraties populaires » d'Europe de l'Est...

J.Z. : Là, un préalable : je suis marxiste ; je suis élu régulièrement à Genève comme député ; je suis membre du comité directeur de mon parti, et je suis de ceux qui pensent qu'au sein de la IIe internationale, il y a encore une petite aile gauche qui a un avenir. Bref, je ne pense pas être un stalinien attardé, pas plus que le zélote d'une quelconque puissance. Pourtant je considère que l'Union soviétique n'est pas impérialiste pour un sou. Je pense simplement que l'impérialisme dispose d'un tel arsenal de moyens économiques, de pressions économiques et militaires, de moyens de renseignements et de communications qu'aucun peuple en Afrique ne peut aujourd'hui envisager de se libérer sans l'appui de l'U.R.S.S. Les conduites de ce pays ne me paraissent pas comparables à la logique impérialiste : le capital vit de la maximalisation des profits, de l'échange inégal, de la surexploitation la plus rationnelle possible des ressources naturelles et des hommes. Dans la plupart des pays tricontinentaux où aucun contre-pouvoir ne brise sa stratégie du pillage, il crée la faim, le chômage, la maladie, la destruction des familles, comme par nécessité. Les pratiques de l'U.R.S.S., qui peuvent paraître en certaines circonstances contraires aux principes de solidarité internationale de la révolution de 1917 — par exemple en Guinée équatoriale où l'U.R.S.S. arme aujourd'hui un régime sanguinaire, sans projet social identifiable — s'enracinent dans une autre histoire, qui a fini par produire sa logique propre de l'interventionnisme : c'est celle de l'organisation des forces socialistes nécessaires pour contrecarrer l'exploitation coloniale, puis impérialiste. Je ne connais aucun mouvement de libération africain qui soit parvenu à ses fins sans l'assistance militaire, économique et diplomatique de l'U.R.S.S. Le problème, c'est que l'U.R.S.S. livre aujourd'hui un combat à armes égales au géant américain. Dans ce combat, cette logique s'autonomise et produit ses propres paramètres. De ce fait, elle provoque des effets dangereux en ce qui concerne la dépendance des peuples alliés : on en voit les effets aujourd'hui en Erythrée et en Ethiopie, où son action se combine avec celle des Cubains dont la nature est très différente.

T.S. : Donc, pour vous, pas « d'impérialisme alternatif », ou de « social-impérialisme » ?

J.Z. : C'est cela. L'Union soviétique intervient dans le cadre d'une politique de confrontation où des intérêts nationaux se mêlent à l'internationalisme prolétarien. Mais le fait est que les pays dominés n'ont pas d'autre choix que de faire appel à l'U.R.S.S. ; et que ce pays livre réellement les armes nécessaires pour leur libération.

T.S. : Mais, hors cette nouvelle dépendance, toute espérance est-ele vaine ?

J.Z. : Non, parce que le système impérialiste, ce système de la réification planétaire, de la violence, de la contrainte totale, sécrète ses propres ennemis, sa propre négation. Ces adversaires se cherchent encore dans la nuit. Ils constituent le front invisible du refus — un réseau de fraternité des hommes et des femmes de la rupture. Ce front est parmi nous, dans l'anonymat, l'échec, le silence. Il ne s'incarne dans aucun mouvement d'ensemble institutionnalisé. Il n'a pas d'alternative cohérente. Mais dans ce non formulé réside une force immense...

Propos recueillis par Philippe MARIELIE ■

Le bonheur en moins

En U.R.S.S. la réalité dépasse la fiction. Les Soviétiques prennent souvent le parti d'en rire de peur d'être obligés d'en pleurer.

● **Alexandre Zinoviev,** Les hauteurs béantes, **Lausanne, Ed. L'Age d'Homme, 1977, 640 pp., 75 F.**
● **Alexandre Zinoviev,** L'avenir radieux, **Lausanne, Ed. L'Age d'Homme, 1978, 280 pp., 45 F.**

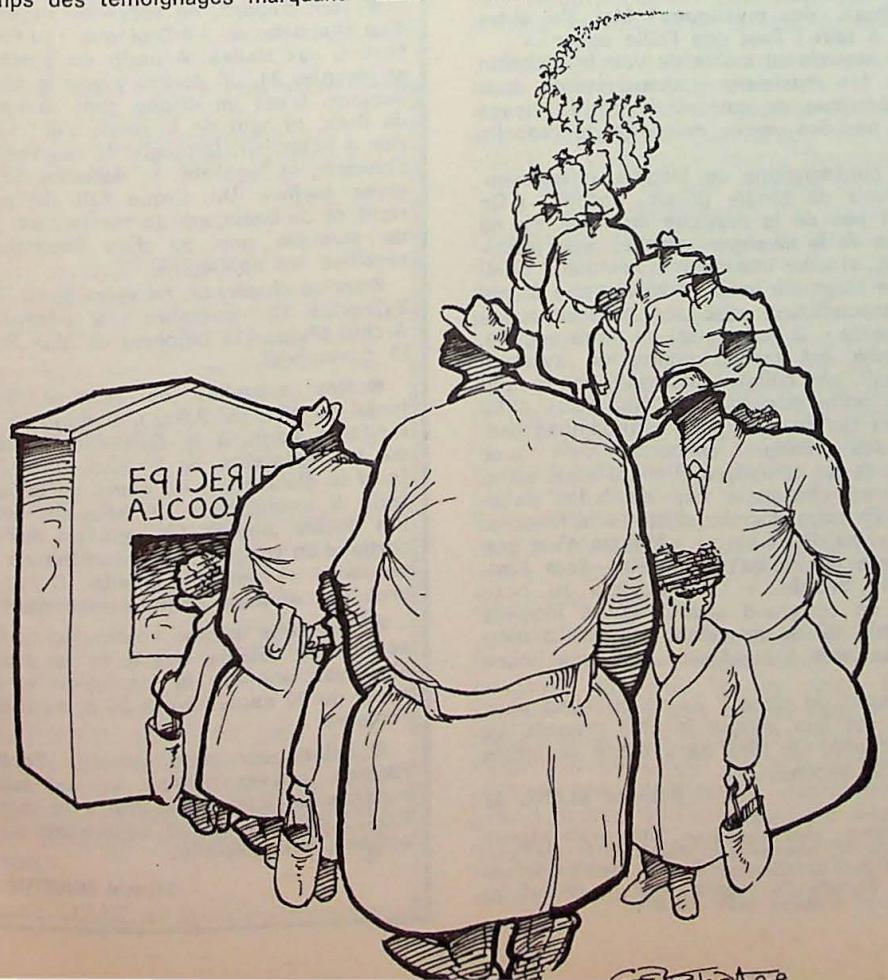
Alexandre Zinoviev est né en 1922. Le 4 février 1977, la Commission supérieure des attestations auprès du conseil des ministres de l'U.R.S.S. l'a privé de tous ses grades et titres universitaires. Peu de temps auparavant, il avait été licencié de l'institut de philosophie dont il avait été un collaborateur modèle pendant plus de vingt ans. C'est que, non content de s'être taillé dans les milieux scientifiques des mathématiciens et logiciens une réputation qui dépassait de loin les frontières de son pays, il a, en 1976, osé faire publier en Occident un livre (**Les hauteurs béantes**) dont on n'a pas fini de dire qu'il est celui d'un des plus grands écrivains contemporains.

Avec **Les hauteurs béantes** s'est achevé le temps des témoignages marquant « **dans l'horreur, l'absolue différence de la société soviétique** », pour reprendre l'heureuse expression de Marc Kravetz (**Libération,** 18 avril 1978).

Ce livre avait été écrit, selon Zinoviev lui-même, en six mois à partir de l'hiver 1973-1974. « **Ecarté de tout travail actif dans le domaine de la logique, je disposais de temps libre pour la première fois depuis de longues années. C'est alors que je commençai à écrire** Les hauteurs béantes [...]. **Après avoir fini** Les hauteurs, **je ne savais rien de fixe sur leur sort, jusqu'à la publication même. Dans mon for intérieur, je n'espérais pas que le livre sorte si tôt. J'escomptais tout au plus qu'il ne disparaisse pas, qu'il soit publié un jour, même en petit nombre d'exemplaires...** »

Il fut au contraire, et bien au-delà des espérances de Zinoviev, un succès immédiat, à la fois dans les milieux de la dissidence soviétique et dans le public occidental.

L'avenir radieux a été écrit entre 1975 et 1976, avant la publication des **Hauteurs béantes** dont on vient de voir que Zinoviev ignorait alors la destinée.



L'avenir radieux, au contraire de son précédent livre, n'est pas une fable, mais l'histoire vraie d'un professeur qui dispense son savoir à l'Université de Moscou. On n'y trouve rien qui ne sorte de l'ordinaire, des élections à l'académie, les queues interminables devant les magasins pour acheter des pommes de terre ou du papier hygiénique, des intrigues sordides, la trahison d'un homme par son meilleur ami, les saouleries nocturnes, bref, toutes les banalités de la vie quotidienne à Moscou. « **Le problème, chez nous, c'est qu'il est absurde de dépenser du courage pour des petites bagatelles de rien du tout. Et quant aux choses vraiment importantes, bien peu d'entre nous y ont accès.** »

Ce professeur est Alexandre Zinoviev lui-même. Et il raconte son professeur sans complaisance, le décrit et veule et ferme, et triste et comique, et fier et vil. Ledit professeur dialogue avec un autre personnage qui, Zimine dans le livre, n'est autre que lui-même. Le premier est plutôt du genre à s'aplatir. Zimine résiste. Par exemple en écrivant. C'est lui qui a écrit un maître-livre : **Le communisme, idéologie et réalité.** Il pourrait tout aussi bien s'intituler **Les hauteurs béantes.**

A côté de sa vie officielle, remplie des veuleries du carriérisme, qui lui pèse mais est devenue pour lui une seconde nature, le héros songe à rompre avec sa société, vivre en marge comme la poivrotte qu'il rencontre en allant à l'hôpital. « **Si elle avait manifesté le moindre intérêt pour ce qui l'environnait, je lui aurais donné tout l'argent que j'avais sur moi. Mais elle me croisa avec sa petite charrette grinçante sans même soupçonner mon existence...** »

Zinoviev dénude la réalité de son pays dans toute sa sécheresse et grisaille primitives. La trame profonde de son livre est celle d'un combat permanent entre le professeur et son double, Anton Zimine, entre celui qui dit oui et celui qui dit non. Encore que l'enjeu de ce combat soit l'avenir évidemment radieux d'un monde totalitaire dont Zinoviev est probablement le premier écrivain soviétique à fournir une vision totale d'autant plus effrayante qu'il est possible de l'envisager encore plus raffiné.

Avec l'arme absolue de la dialectique.

A la fin de **L'avenir radieux,** le héros constate : « **Le livre d'Anton n'est toujours pas paru. Il a peur qu'on l'ait mené en bateau. Il a donné son accord pour se faire publier dans n'importe quelle édition antisoviétique. Il dit qu'il n'a pas d'autre solution. Eux-mêmes le poussent à agir ainsi. Ma fois, tout cela est bien logique.** »

Comme est logique l'exil « accordé » en août dernier à Zinoviev. Il écrivait, le 21 février 1978 : « **Il m'est impossible de continuer de vivre et travailler en Union soviétique dans les conditions qui me sont faites.** » Il a, après Soljenitsyne, été entendu. Probablement parce que l'Etat soviétique avait mieux à faire que de s'embarrasser d'un nouveau martyre potentiel pour qui « **tout ce qui peut faire l'objet d'une littérature** [en U.R.S.S.], **c'est une description impitoyable de notre réalité, qui exclut la véritable littérature, et encore faut-il le faire avec l'envergure de Soljenitsyne** ».

Voilà qui est fait. Dût en pâtir l'image merveilleuse, que dis-je radieuse, qu'ont certains camarades du communisme. Celui qui existe, cela va sans dire.

Michel ETIENNE. ■

La revanche de Magma

Magma. Fasciste? Végétarien? Mégalo? Cinglé? Rien de tout ça. Un groupe pop qui fait son chemin. Ils sont de retour et ils savent où ils vont.

Magma est de retour. Après avoir ébranlé le monde de la musique pop française en apparaissant en 1969 avec l'incroyable **Kobaia** (Philips 6395001/002) et suscité des polémiques à n'en plus finir (Magma est-il fasciste ? végétarien ? mégalomane ? ou simplement cinglé ?) jusqu'en 1976, date de son dernier album important, **Udü Wüdü** (RCA Bull 11790), un silence relatif (entrecoupé de tournées en province, d'une télé et d'un album d'anciens inédits) laissait penser que le groupe était en train de couler.

Mais revoici Magma. Pour sept ans, paraît-il. Christian Vander, le batteur et coordinateur de la formation, annonce un nouveau grand cycle, qui commence en beauté : **Attahk** (Eurodisc 913 213), un album dont la pochette a été dessinée par le monstrueux Giger et présente deux nouveaux personnages aux drôles de noms, Gorgo et Ourgon, autour desquels Magma va construire sa nouvelle cosmologie.

Attahk a la puissance d'un AMX 30. Il prélude à une tournée française d'un mois qui débute ces jours-ci. Ne ratez pas ça. Les places seront vendues moins chères qu'à Bob Dylan et le show, organisé comme un cérémonial, durera presque trois heures. Monté par Christian Vander avec une effrayante précision.

Magma ne ressemble à rien de connu. Magma fait son chemin à part, dans la pop bien de chez nous. Car Magma sait où il va, depuis le début.

Klaus Blasquiz qui, avec Vander, est l'unique rescapé du tout premier Magma, me le disait il y a quelque temps à un concert à Toulon, organisé par Albatros, une association un peu folle (1), la seule en tout cas à se remuer pour que le Midi de la France n'ait pas que de la musique occitane, c'est louable. **« Notre musique n'est pas une musique qu'on a l'habitude d'entendre. Dans le désert musical français actuel, on va peut-être donner une autre forme de musique. »** Klaus est trop modeste : c'est fait, l'apport de Magma à la musique moderne est radical et définitif.

Klaus : **« La musique de Magma est le moins possible filtrée. La musique de l'univers et des sphères.**

— Ouais, des mystiques ! Moi, j'ai autre chose à faire ! Faut que j'aille coller ! »

Hé ! attends au moins de voir le prochain show : les musiciens y disparaissent dans des costumes de cuir et ils ont le visage caché par des verres noirs. Ça te rappelle rien ?

Les constructions de Magma, même voulues hors du temps (Klaus, encore : **« On ne fait pas de la musique du futur, on ne fait pas de la musique actuelle, mais intemporelle... »**) nous interpelle violemment. L'univers de Magma a beau se vouloir une utopie de science-fiction avec ses propres codes « différents », il parle aussi de notre société.

L'**attahk** est menée contre un système oppressif, une culture sclérosée, contre tout ce qui porte atteinte à la vie. Klaus diffusait des tas de brochures naturopathes pendant ses derniers concerts. Mais avec Vander et ses complices, il milite aussi autrement : en changeant nos habitudes culturelles. En nous donnant d'autres références.

Klaus me disait alors : **« Magma n'est que l'embryon de ce qu'il veut être. Pour l'instant, on bricole... »** C'était juste au beau milieu de ce grand silence qui a inquiété tout ceux qui ne pensaient pas que la mort d'un fascisme à la Magma était une bonne chose.

Les voici de retour : ils ne bricolent plus. **Attahk** est leur disque le plus prenant. Le plus achevé. On dira sans doute la même chose du prochain.

Bernard BLANC ■

(1) Albatros, chez Dominique Khim, villa Mowgli, La Calade 13, quartier des Playes, 83140 Six-Fours. Tél. (94) 25-69-36. Contactez-le pour connaître le programme de cette fin d'année. Vous ne perdrez pas votre temps à suivre leurs concerts.

On aura une idée de ce que Magma peut donner sur scène en se branchant sur leur double album Magma Live **(RCA Utopia CYI, 21245) sur la pochette duquel il est affirmé très sérieusement (en anglais) :** « La musique de Magma est un miroir où chacun peut voir le reflet de ce qu'il est lui-même. » **Ceux qui voudront quand même savoir si Vander leur ressemble vraiment auront intérêt à lire** Magma, **le livre qu'Antoine De Caunes, journaliste à** Rock and Folk, **a consacré à la longue histoire du groupe, chez Albin Michel. Pour entrer de plain-pied dans l'incroyable univers de Vander et se rendre compte que l'entreprise de Magma est une totalité qui va plus loin que la musique elle-même. Alors, tu veux toujours partir coller ?**

B.B. ■

Notre menu

● **Ceux qui aiment Cabu vont être saisis... comme la pochette du dernier disque de Font et Val (voir ci-contre). Figurez-vous que ceux-ci ne se sont pas rencontrés chez les petits chanteurs à la croix de bois et que, ces derniers s'estimant diffamés, réclament 10 000 F et destruction du corps du délit. En attendant le jugement en appel, écoutez ce nouveau disque où l'on parle de Lourdes et de Saint-Nicolas (certains disent que ce serait la véritable raison inavouée du procès). La grande campagne électorale étant terminée, vous pouvez aussi rire sans arrière-pensée en écoutant** « Le candidat des cons » **(Patrick Font et Philippe Val, RCA, Ecoute s'il pleut, PL 37 185 S).**

En ce qui concerne les spectacles, on nous annonce bien des choses allé-chantes.

● **Tout d'abord, on apprend l'ouverture d'un chapiteau de 1 000 places, rue Pierre-Lescot, aux Halles. A partir du 3 octobre et jusqu'au 31, on pourra y voir le Cirque Bonjour. C'est un cirque sans domptage de lions, ni saut de la mort, c'est l'émotion à l'état pur, la magie, le merveilleux, l'humour, la légèreté, la dérision, le tragique parfois. Un cirque fait de petits riens et de beaucoup de métier, sur fond de musique pop ou d'un limonaire à réveiller les nostalgies.**

Sous ce chapiteau, on verra aussi Anne Sylvestre (2 novembre - 9 décembre), Archie Shepp (15 octobre) et Max Roach (5 novembre).

● **Des nouvelles de Jacques Bertin (celui du film du P.S.U.). Il donnera son récital à Paris, à la Gaîté-Montparnasse du 18 septembre au 7 octobre à 20 h (sauf le dimanche). Au cours de ce spectacle il enregistrera un nouveau disque (un double album). On apprend aussi la sortie d'un recueil de l'ensemble de ses chansons et poèmes inédits** (Dans l'ordre), **aux éditions Saint-Germain-des-Prés.**

● **Les Trois Jeanne continuent de présenter leur célèbre « Je te le dis Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit », à partir du 20 septembre à 21 h, au théâtre Fontaine.**

● **Enfin, pour cette semaine, Teca et Ricardo (ceux-là mêmes qui ont fait le superbe bal latino-américain à la fête du P.S.U.) passent du 29 septembre au 17 octobre, à la Péniche.**

Michel MARTIN ■

radio

Les provocateurs du petit matin

Comment France-Inter, malgré sa mue d'été, continue à faire de la politique politicienne sans en avoir l'air. Et pourquoi il gâche ses grilles en usant ses animateurs...

Comment France-Inter, malgré sa mue d'été, continue à faire de la politique politicienne sans en avoir l'air.

Vous aimez les petits matins calmes au café au lait. Vous humez l'air frais-doux du jour levé de peu. Vous jouissez du soleil parfois retrouvé, après une trop longue hibernation et un été médiocre, jalonné d'événements maussades ou franchement inavalables. Alors, par pitié, coupez votre France-Inter chaque matin à 8 h 25 ; censurez gaiement l'horrible bonhomme qui s'appelle Edouard Sablier et tient depuis un nombre infini d'années ce qu'il appelle pompeusement sa « *chronique de politique étrangère* ».

Ces cinq minutes, retransmises d'ailleurs en direct sur « *Radio-France-International,* pour les amateurs des bleds du Maghreb ou des bidonvilles d'Afrique, sont un concentré d'agression, d'approximation, de partialité. Ça fait la paraphrase de la politique officielle de la France, canonnière et centrales nucléaires incluses, bien sûr ; mais ça renchérit encore d'un point de vue d'extrême-droite, genre « défense de l'Occident ».

Ce qu'il a dit sur l'Algérie — expansionniste, insolente, perfide, communisante —, aucun commentateur ne l'avait osé sur les ondes. Ce qu'il affirme à propos de l'Afrique, de la Légion, de l'impérialisme soviéto-cubain, du rôle civilisateur de la France dans ces territoires sous l'empire des Etats sauvages, aucun auditeur un peu marqué à gauche ne peut le reprendre à son compte, l'accepter, le digérer. Ces commentaires matinaux, et quotidiens — qui sont bien sûr sans contrepartie — sont un morceau de pure provocation, une incitation à casser quelque chose, à commencer par la gueule du Monsieur.

Il subsiste à France-Inter un autre casseur du même genre. En pire : Michel Droit. Lui, c'est franchement un compromis de Déroulède, d'Amaury (le P.-D.G. du *Parisien*, disparu à cheval...) : grâce à lui, tout ce que le pays compte de bravaches, de nez de cuir, de culottes de plomb, a une tribune, un morceau de bravoure. Si on devait le suivre, il faudrait interner la moitié de la France, et doubler les verrous ; il faudrait engager-rengager dans la Légion, et la faire défiler sur les Champs-Elysées tous les jours de l'année ; il faudrait remanier le sabre et le goupillon, pour la défense de la France éternelle, le salut du drapeau, le maintien des valeurs solides qui font que nous serions hommes face à tant de débiles.

A propos de petits matins peu calmes, vous avez peut-être suivi la valse des animateurs de la tranche de 7 à 9 h, sur France-Inter justement. En août, c'était le tonitruant Pierre Douglas qui s'est lancé à la télé comme imitateur de Georges Marchais : la gueulante, l'esbrouffe, la parade — le tout sur un débit « Flèche d'argent ». En septembre, à l'essai, Mme Eve Ruggieri dans son numéro d'écorchée vive, de « *nous, les femmes...* » *contre* « *Vous, les messieurs...* ». Elle croyait casser la baraque ; elle a effectivement écorné un peu la mâle suffisance des petits cravatés de France-Inter. Mais l'auditoire n'en pouvait plus : on a retiré la mégère, qui devait exaspérer bien des « sœurs ». Et voilà Louis Bozon, un vieux briscard de l'antenne à la voix chaude et tranquille, chargé de ramener à la chaîne les brebis égarées.

Décidément à court de grille, *France-Inter* fait dans l'improvisation. Il ne faudrait pas que le jeu dure trop ; Europe et RTL ont mijoté une rentrée fracassante. Les premiers ont acheté Roger Gicquel, qui lit à l'antenne les lettres des auditeurs : insatiable, le grand prêtre de l'information télévisée du soir sur TF1, a également besoin de son petit micro le matin. Les seconds lancent « *R.T.L.-utile* », avec l'inusable Léon Zitrone dans la série « *on va s'occuper de tout* ». C'est encore beau, la radio. Le soir, peut-être...

Ph. M. ■

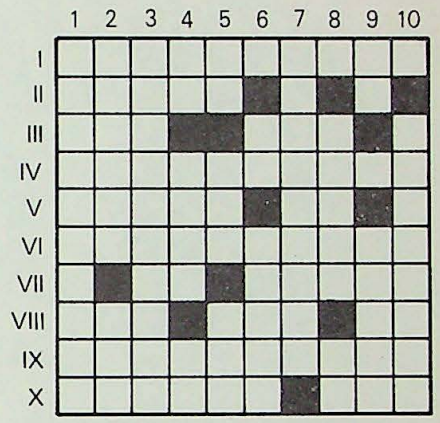
DES EDITEURS PAS COMME LES AUTRES

A l'occasion des quatre journées du Livre, organisées à La Rochelle par les Librairies différentes, des éditeurs ont rencontré les travailleurs de la SOFERAC, petite société de fabrication d'accastillage pour bateaux de plaisance, qu'ils occupent depuis plus de 100 jours pour s'opposer à la liquidation sans justification économique de leur entreprise et sauvegarder leur emploi.

Un certain nombre d'éditeurs ont décidé de coéditer une brochure de la section C.G.T.-SOFERAC pour faire connaître plus largement le cas exemplaire de cette petite entreprise menacée de fermeture, comme tant d'autres aujourd'hui.

Les coéditeurs à ce jour : Atelier du gué, éditions La Brèche, éditions Champ du possible, éditions du Chiendent, éditions Fédérop, éditions Maspero, éditions Syros. ■

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 65

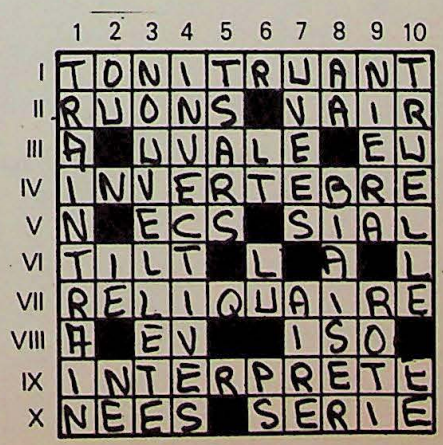
Horizontalement

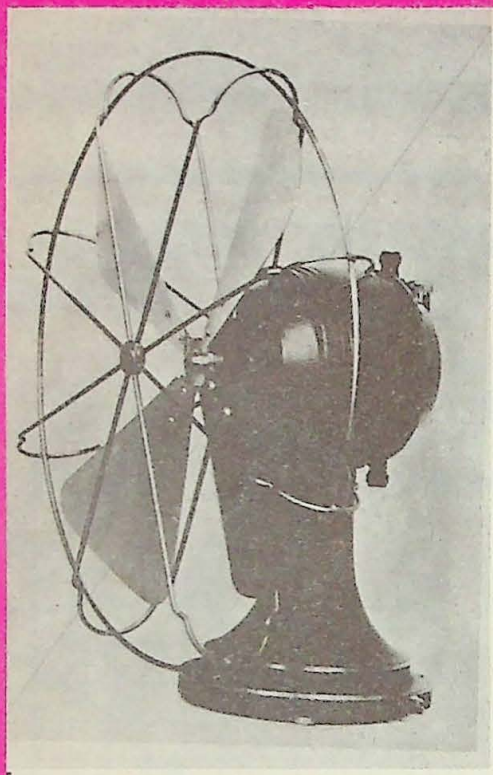
I. Sa montagne n'est plus la seule à être noire. - II. Inscrit à la Société des odeurs. - III. Prend son pied dans le désordre. Prénom. - IV. Où Fabre n'achètera sûrement pas de pharmacie. - V. Un vieux laconique. Drame à Tokyo. - VI. Un professionnel. - VII. Deux points. Valait paraît-il une capitale. - VIII. Fait passer. Fait pour recevoir Boulin. A lire et à faire lire. - IX. Camouflages. - X. Bien, elle est dans les normes. Une exploitation très réduite.

Verticalement

1. En un mot, c'est servir la droite. - 2. Manque d'urbanité. Se pique dans des cuisses. - 3. Le grand monde... - 4. Anonyme. Où l'aube est verte. Abréviation. - 5. En tort. De bas en haut : suivi d'un ultra. Enlevé. - 6. Interjection renversée. Qu'irait-il faire en H. VII ? - 7. Mises au pas. - 8. Des titres tout ce qu'il y a de légaux. Possessif. - 9. Un vert qui donne des rouges. A des antécédents alcooliques. - 10. Se passe, pas toujours très bien.

SOLUTION DU N° 64





Berlin Paris Beaubourg

L'exposition Paris-Berlin, qui doit fermer ses portes le 6 novembre, est de nature à calmer les craintes qui s'étaient manifestées légitimement lors de la très officielle institution et inauguration du Centre national Georges Pompidou quant à la « mise en conserve » de la culture. Certes, on n'en est pas encore à « l'art dans la rue » ou à la fin de la séparation artificielle de la culture et de la vie, préoccupation d'ailleurs essentielle de la plupart des mouvements artistiques dont il est question dans cette exposition. Mais les rapports et contrastes culturels franco-allemands depuis 1900 jusqu'à 1930 y sont montrés de façon telle que le spectateur participe au sens plein du terme aux grands moments artistiques qui ont traversé cette période particulièrement tourmentée.

La première explication du succès de cette manifestation — car c'en est un à n'en point douter —, il faut la voir dans la vérité et la richesse des domaines artistiques qui y sont abordés. La peinture et la littérature, cela va de soi, mais aussi le théâtre, le cinéma, sans oublier l'architecture. En bref, presque tous les domaines où l'inventivité de l'homme peut se manifester.

Dans l'Allemagne en 1919 l'art déserte les salons pour aller s'investir dans le quotidien et influencer par là-même le cadre de vie. Ainsi, sous l'impulsion de l'école de la Bauhaus (Ecole de la construction), le traitement de l'objet usuel va s'affranchir du savoir-faire artisanal dépassé pour être conçu dans le mode de production industriel sans que pour autant l'esthétisme y perde. Ainsi en est-il des sièges et mobiliers de Breyer, des lampes, théières et saucières de Marianne Brandt. Du reste, la Bahaus aura la prétention d'être aussi une école d'architecture apte à prendre en charge à la fois les problèmes propres à la construction des bâtiments mais aussi ceux de l'aménagement intérieur. C'est l'ère de l'environnement fonctionnaliste. Tentative de progresser vers le rationalisme qui convient à la forme industrielle et qui sera immédiatement mis au service de l'habitat social. Ainsi seront diversifiés **« les expérimentations sociales dans les cités nouvelles »**, à Stuttgart notamment, pour essayer, pas toujours avec succès c'est vrai, de rompre la monotonie des H.L.M. naissants. En France, le courant nationaliste est dignement représenté par Le Corbusier, qui ne fut pas malheureusement, comme le dit le proverbe, prophète en son pays. C'est le même Le Corbusier qui déclare : **« Si Paris demeure le foyer de l'art, l'Allemagne reste son centre de production »**. La variété des sujets abordés va jusqu'au graphisme, ancêtre de notre pub moderne.

Mais cette floraison artistique n'est jamais détachée de son terreau historique. Les débats et manifestations culturels découlent, sous l'œil du spectateur, de leur contexte historique, abondamment commenté. Ainsi, la première guerre mondiale révèle la force d'impact de l'affiche, seul mass media à la veille de l'ère de la radio et du cinéma. Deux affiches caractéristiques sont juxtaposées. L'affiche française dénonçant les deux fléaux nationaux (la tuberculose et « les boches ») et une affiche du socialisme révolutionnaire allemand : **« plus jamais la guerre »**.

En 1918, Dada se propage à Berlin, y prenant le caractère de critique sociale et politique. L'on s'attaque avec une ironie mordante aux fauteurs de guerre, aux piliers de la société, à une époque où les conséquences catastrophiques du conflit pèsent le plus lourdement sur le prolétariat. Dada voit dans la peinture et à plus forte raison dans la photographie, qui entremêlent l'histoire et l'art, l'affirmation du statisme à combattre. Ainsi, par un esthétisme de la laideur et du choc il va mettre la photo-montage au service de l'agitation politique. A Hanovre, le dadaïste Schitter n'hésite pas à utiliser les résidus de corbeilles à papier et de poubelles, des débarras de chantiers et de verres cassés. Cette activité fébrile, ce volcan culturel sera étouffé par l'arrivée au pouvoir d'Hitler : c'est l'ère de l'homme robotisé dont la venue avait été prophétiquement annoncée par le film **Métropolis** de Fritz Lang.

Le succès formidable de cette rencontre culturelle tient aussi à la mobilisation du « tout-Beaubourg » afin que les conditions matérielles facilitent au maximum la compréhension, la prise de conscience et le plaisir esthétique. Tout a été fait pour que le spectateur ne se sente pas dépaysé au moyen d'un fantastique réseau des télécinés. Dès le départ, un « film sur plusieurs écrans » insiste sur l'influence de la révolution bolchevique sur les courants de pensée de l'époque. Un autre téléfilm synthétise le contexte historique allemand et le caractère documentaire d'événements si terrifiants est à rapprocher de la reconstitution cauchemardesque de Bergman dans **L'Œuf du serpent.** Peut-être pourra-t-on reprocher à cette formidable exposition sur Paris-Berlin de faire la part trop belle à Berlin. Quoi qu'il en soit, c'est un grand succès. Depuis le 12 juillet, 128 000 entrées ont été enregistrées, dont une grande partie de provinciaux.

A. T. ■